



Romaine-4

Fabrication du béton incluant la fourniture du ciment

APPEL DE PROPOSITIONS : 15179387

R4-02-04

CLAUSES PARTICULIÈRES

MAI 2016

Modifications

Révision	Addenda	Détails	Date
A	1	Pages modifiées : iv, 4, 14, 47 et 65 Pages ajoutées : 47A	2016-06
B	2	Page modifiée : 50	2016-06

Table des matières

1	OBJET DU CONTRAT	1
1.1	Travaux particuliers	1
1.2	Travaux exclus du contrat	5
2	CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	6
2.1	Localisation du chantier.....	6
2.2	Conditions et horaire de travail au chantier.....	6
2.3	Examen de l'emplacement des travaux	7
2.4	Accès au chantier	7
2.5	Certificat de compétence et autres attestations	9
2.6	Relations de travail au chantier.....	10
2.7	Véhicules sur le chantier.....	12
2.8	Circulation et transport au chantier	12
2.9	Protection des ouvrages existants	18
2.10	Coordination des travaux.....	18
2.11	Exigences médicales	20
2.12	Autres conditions.....	21
2.13	Retombées économiques régionales	22
3	PROGRAMME DES TRAVAUX.....	27
3.1	Dates et délais principaux pour la réalisation des travaux	27
3.2	Délais prescrits, réceptions provisoires et réception définitive	31
3.3	Programme détaillé d'exécution.....	33
3.4	Réunions.....	34
3.5	Rapports	34
4	PRIMES ET PÉNALITÉS	37
4.1	Primes	37
4.2	Pénalités	37
5	MATÉRIAUX, MATÉRIEL ET SERVICES.....	40
5.1	Matériaux fournis par Hydro-Québec	40
5.2	Matériel fourni par Hydro-Québec.....	40
5.3	Services fournis par Hydro-Québec.....	40
5.4	Aires mises à la disposition de l'entrepreneur	45
5.5	Matériaux, matériels et services fournis par l'entrepreneur.....	48
5.6	Matériaux, matériel et services non contractuels fournis par Hydro-Québec	52
6	MODALITÉS ADMINISTRATIVES ET PAIEMENTS.....	53
6.1	Paiements progressifs	53
6.2	Interprétation du contrat	55

	6.3	Modalités de paiement	58
	6.4	Indexation du prix contractuel.....	69
7		EXIGENCES PARTICULIÈRES.....	71
	7.1	Santé et sécurité	71
	7.2	Environnement	73
	7.3	Dessins et autres documents techniques	75
	7.4	Gestion de la qualité	75
	7.5	Documents administratifs	76
	7.6	Règles d'écriture	77
	7.7	Système de la maîtrise de la configuration technique (MCT)	77
	7.8	Formulaires à compléter en cours de contrat.....	77
8		LEXIQUE.....	77
	8.1	Administrateur de contrat	77
	8.2	Clauses techniques particulières	77
	8.3	Démobilisation	78
	8.4	Employé	78
	8.5	Hydro-Québec	78
	8.6	Jour	78
	8.7	Jour ouvrable	78
	8.8	Manutention	78
	8.9	Mobilisation	79
	8.10	Semaine	79
	8.11	Usine	79

Liste des annexes

ANNEXE A	SANTÉ ET SÉCURITÉ
ANNEXE B	ENVIRONNEMENT
ANNEXE C	DESSINS ET AUTRES DOCUMENTS TECHNIQUES
	C1 Norme SN-3.1
	C2 Procédure ES-3010-PR01- (ES-IE-GI-PR01)
	C3 Manuel d'entretien et d'exploitation
ANNEXE D	GESTION DE LA QUALITÉ
ANNEXE E	DOCUMENTS ADMINISTRATIFS
ANNEXE F	RÈGLES D'ÉCRITURE
ANNEXE G	MAÎTRISE DE LA CONFIGURATION TECHNIQUE MCT
	G1 Formulaires DMT, NC et QRT
	G2 Champs à compléter dans le système MCT
ANNEXE H	FORMULAIRES À COMPLÉTER EN COURS DE CONTRAT
ANNEXE I	CROQUIS DE LOCALISATION DU CHANTIER
ANNEXE J	POLITIQUE-CADRE EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT
ANNEXE K	TAUX DE LOCATION D'ÉQUIPEMENTS ET OUTILS - CHANTIER ROMAINE
ANNEXE L	LETTRE DE LA CCQ SUR L'HORAIRE DE TRAVAIL
ANNEXE M	CAPACITÉ ET DIMENSION DES PONTS PERMANENTS
ANNEXE N	CLIMAT ROMAINE-4
ANNEXE O	LISTE DE TAUX DE MAIN D'OEUVRE LA ROMAINE
ANNEXE P	AIRES D'ENTREPRENEUR
ANNEXE Q	GRANULOMÉTRIES DU DÉPÔT 21
ANNEXE R	ROUTES R4-40T ET R4-41T
ANNEXE S	DÉPÔT 9,5



1 OBJET DU CONTRAT

Les travaux faisant l'objet du présent contrat comprennent principalement la fourniture, l'installation et l'exploitation de l'usine à béton nécessaire à la fabrication du béton de ciment pour le bétonnage des ouvrages du chantier de la Romaine-4 ainsi que la fourniture de granulats et de pierre concassée à des tiers, et ce, en employant du personnel qualifié et en conformité avec les exigences des documents du contrat.

1.1 Travaux particuliers

1.1.1 Exigences particulières pour la production des granulats

La quantité de chacune des classes de granulats à béton a été établie à partir des mélanges théoriques de béton et des quantités prévues de béton à produire. Ces quantités peuvent varier en fonction des types de mélanges de béton qui seront réalisés et des quantités réelles requises.

Afin de répondre à ces variations de quantités, l'entrepreneur doit exécuter les campagnes de tamisage et de concassage suivantes:

- 2016 : une première campagne de tamisage pour réaliser la production de granulats fins requis pour fabriquer 60 % de la quantité totale de béton prévue à l'article 1.1.6 des présentes clauses particulières. Ces granulats fins doivent être transportés à l'aire AE-10 durant l'hiver 2016-2017 ;
- 2017 : une deuxième campagne de tamisage pour réaliser la production de granulats fins requis pour fabriquer la quantité restante de béton prévue à l'article 1.1.6 des présentes clauses particulières ou la quantité révisée par Hydro-Québec. Ces granulats fins doivent être transportés à l'aire AE-10 durant l'hiver 2017-2018 ;
- 2017 : une première campagne de concassage pour produire les gros granulats requis pour fabriquer 60 % de la quantité totale de béton prévue à l'article 1.1.6 des présentes clauses particulières. ;
- 2018 : une deuxième campagne de concassage pour fabriquer la quantité restante de béton prévue à l'article 1.1.6 des présentes clauses particulières ou la quantité révisée par Hydro-Québec.

L'entrepreneur ne peut démobiliser les équipements de ses usines de concassage et de tamisage avant le 15 novembre 2018

L'arpentage conjoint de piles est réalisé selon l'avancement de la fabrication et la fréquence est déterminée au chantier par Hydro-Québec.

1.1.2 Fourniture de granulats et de pierre concassée pour des entrepreneurs clients

Il peut être requis par Hydro-Québec que l'entrepreneur fournisse de la pierre concassée et des granulats (gros granulats ou granulats fins) à des entrepreneurs clients. Dans un tel cas, l'entrepreneur doit charger ces granulats dans les camions des entrepreneurs clients, sur présentation de réquisitions approuvées par Hydro-Québec.

Ces granulats doivent être disponibles à l'usine à béton pendant les périodes de production de l'usine et selon l'horaire normal de production de béton.

Afin de pouvoir mesurer la masse des granulats chargés dans les camions des entrepreneurs clients, le chargeur de l'entrepreneur doit être muni d'un système de pesage embarqué ayant au minimum les propriétés suivantes :

1. La précision du système de pesée embarqué doit être de $\pm 2 \%$ de la masse pesée ou mieux ;
2. Le système de pesée embarqué doit être opérationnel entre -35°C et $+35^{\circ}\text{C}$;
3. Le système de pesée embarqué doit être muni d'une imprimante pouvant imprimer un bon de livraison pour chaque voyage chargé. Le bon de livraison doit inclure minimalement :
 - Le nom du client;
 - La date et l'heure du chargement;
 - Le type de matériau chargé;
 - La masse du matériau.
4. Une copie de chaque bon de livraison doit être remise à Hydro-Québec à la fin de chaque journée où des matériaux ont été livrés à des entrepreneurs clients.

L'entrepreneur doit fournir à Hydro-Québec le certificat de calibration du système de pesage embarqué et il doit pouvoir démontrer, avant l'utilisation de la balance au chantier que la calibration du système est satisfaisante. Au besoin, l'entrepreneur doit fournir un nouveau certificat sur demande d'Hydro-Québec

L'entrepreneur doit comptabiliser séparément les types et les quantités de granulats ou de pierre concassée fournis à chaque entrepreneur client et transmettre un rapport mensuel de ces fournitures à Hydro-Québec.

De plus, il doit remettre à chaque conducteur de camion qui vient chercher des granulats ou de la pierre concassée un bordereau de chargement imprimé par le système de pesage embarqué.

1.1.3 Fourniture de béton, de granulats et de pierre concassée à des entrepreneurs clients

L'entrepreneur ne peut fournir de béton, de granulats ou de pierre concassée à des entrepreneurs clients sans l'autorisation écrite d'Hydro-Québec.

1.1.4 Horaire normal de fourniture du béton

Les heures normales de fourniture du béton et des granulats pour les entrepreneurs clients sont :

- Quart de jour : 7 h à 17 h 30 du lundi au samedi inclusivement, pour la durée du contrat, excluant les jours fériés et congés obligatoires ;
- Quart de nuit : 19 h à 5 h 30 du dimanche soir au samedi matin inclusivement, excluant les jours fériés et congés obligatoires.

Il ne doit pas y avoir d'arrêt ou de ralentissement de la production pour les pauses lorsque l'usine est en production lors d'une coulée.

L'entrepreneur doit être prêt à fournir du béton et des granulats aux entrepreneurs clients dès le début des quarts de travail sans délai de préparation, et ceci en toutes saisons.

La répartition prévue des quarts de travail est indiquée aux tableaux suivants. Les dates exactes seront précisées à l'entrepreneur lors de la réalisation des travaux et un préavis de trois (3) semaines est donné pour le démarrage et la fin du quart de nuit et pour la remise en service de l'usine en 2019.

2017												
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Jour					X	X	X	X	X	X	X	X
Nuit								X	X	X	X	X

2018												
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Jour	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Nuit	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		

2019												
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Jour	X				X	X	X	X	X			
Nuit												

Hydro-Québec se réserve le droit d'exiger le devancement ou la prolongation des quarts de travail pour accommoder les besoins des entrepreneurs clients. Ces prolongations des quarts de travail, lorsqu'ils sont autorisés par Hydro-Québec, sont rémunérés selon l'article «Main-d'œuvre en temps supplémentaire au site de l'usine à béton» du bordereau des prix de la formule de soumission.

L'entrepreneur doit planifier un arrêt complet de la fourniture du béton pour la période des congés de Noël et du jour de l'An de chacune des années du contrat. Il doit profiter de ces périodes d'arrêt de la production pour réaliser les travaux majeurs d'entretien préventif de l'usine tout en poursuivant le chauffage de ses granulats et de ses piles de réserve. L'entrepreneur doit coordonner les activités d'entretien normal avec Hydro-Québec et doivent avoir lieu en dehors des heures de coulés de béton.

L'entrepreneur doit en tout temps, selon les horaires prescrits, subvenir aux besoins des entrepreneurs clients, en béton et en granulats.

1.1.5 Planification de la production de béton

Au début de chaque contrat de bétonnage, les entrepreneurs clients de l'usine à béton doivent fournir leur programme de bétonnage. Ce programme est par la suite révisé aux quatre (4) semaines et les commandes de béton doivent être déposées 72 heures à l'avance avec confirmation une (1) heure avant le début de chargement à l'usine de béton. En plus des informations spécifiées au devis normalisé, les entrepreneurs clients doivent indiquer leurs taux de mise en place de béton.

Hydro-Québec se réserve le droit de prioriser la fourniture de béton à certains entrepreneurs clients, selon les besoins de la réalisation des travaux

1.1.6 Programme de bétonnage

Le programme anticipé de bétonnage pour les trois (3) années du contrat est défini comme suit :

Contrat	2017 (m³)	2018 (m³)	2019 (m³)	Total (m³)
R4-01-01	1 000	-	-	1 000
R4-01-02	75	370	-	445
R4-01-03	-	-	2 000	2 000
R4-02-01	15 500	15 500	250	31 250
R4-02-08	-	-	300	300
R4-03-01	-	22 000	140	22 140
R4-05-01	-	30	250	280
R4-05-04	-	1 550	35	1 585
R4-06-03	600	4 000	-	4 600
Poste RO-4		1 000	250	1 250
Total (m³)	17 175	44 450	3 225	64 850



Ce programme est donné à titre indicatif seulement. Il est révisé périodiquement par Hydro-Québec pour tenir compte des particularités des programmes détaillés des travaux des entrepreneurs clients, des quantités requises une fois la conception finale des ouvrages complétés et de la quantité de béton de remodelage requise selon les conditions de roc rencontrées.

1.1.7 Autorisation d'exploitation

L'entrepreneur doit obtenir toutes les autorisations requises pour exploiter son usine à béton préalablement au début des opérations. Considérant les délais associés à une telle démarche, l'entrepreneur doit, dès l'attribution du contrat, compléter sa demande d'autorisation et en transmettre une copie à Hydro-Québec.

1.1.8 Billet de livraison du béton

Un billet de livraison de béton doit être émis à chaque livraison de béton. Le nombre de copies et le format sont déterminés par Hydro-Québec au chantier, en temps opportun et en conformité avec les exigences du devis normalisé SN 26.1. L'entrepreneur doit soumettre à l'approbation d'Hydro-Québec le modèle de billet de livraison de béton qu'il propose, au minimum deux (2) mois avant le début de la fabrication du béton.

1.2 Travaux exclus du contrat

En plus des travaux exclus identifiés aux clauses techniques particulières, les travaux suivants ne font pas partie du présent contrat et sont exécutés par d'autres :

- Les travaux de déboisement incluant le déboisement des sources d'emprunt

2 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

2.1 Localisation du chantier

Le site des travaux est situé dans la MRC de la Minganie dans la région administrative numéro 09, sur la moyenne Côte-Nord.

Un plan général de l'aménagement est joint au jeu de dessins accompagnant les clauses techniques particulières. De plus, un croquis de localisation est joint à l'annexe I des présentes clauses particulières.

Le chantier de Romaine-4 est accessible comme suit :

Par route :

- L'accès au chantier se fait par la route 138 du ministère des Transports. L'intersection de la route d'accès principale et la route 138 est à environ 34 km à l'est de Havre-Saint-Pierre (point de l'intersection de la route 138 et de la rue de l'Escale).
- La centrale Romaine-4 est située environ au km 147 de la route d'accès principale.
- Le campement du Mista est situé à proximité du km 115 de la route d'accès principale.

Par avion :

- L'aéroport de Havre-Saint-Pierre est situé à environ 39 km à l'ouest de l'intersection de la route d'accès principale et la route 138 est.
- L'aéroport de Sept-Îles est situé à environ 243 km à l'ouest de l'intersection de la route d'accès principale et la route 138 est.

Par voie maritime :

- Aucun accès n'est possible directement de la voie maritime au chantier. Cependant, l'entrepreneur peut obtenir les différentes possibilités de transport et de services maritimes en consultant le site des Armateurs du Saint-Laurent à l'adresse suivante : <http://www.armateur-du-st-laurent.org>.

2.2 Conditions et horaire de travail au chantier

Pour tous travaux, les conditions de travail sont celles fixées par la Convention collective du secteur génie civil et voirie.

L'horaire normal de travail du personnel affecté au quart de jour est de soixante (60) heures par semaine, soit de dix (10) heures par jour, pour une semaine de travail de six (6) jours, du lundi au samedi inclusivement.

L'horaire normal de travail du personnel affecté au quart de nuit est de dix (10) heures par jour, pour une semaine de travail de six (6) jours, du dimanche soir au samedi matin inclusivement.

Lorsque requis, afin de s'assurer que les travaux soient réalisés à l'intérieur des délais prescrits, l'entrepreneur doit de prolonger les heures de travail.

L'annexe L présente une lettre de la Commission de la construction du Québec concernant l'application des heures supplémentaires pour une usine de béton. L'entrepreneur est responsable de gérer les conventions collectives applicables.

Toute modification à l'horaire de travail doit préalablement faire l'objet d'une approbation de la part d'Hydro-Québec.

2.3 Examen de l'emplacement des travaux

Avant de commencer une activité, l'entrepreneur doit examiner les ouvrages existants dont dépendent ses travaux et rendre compte par écrit à Hydro-Québec de tout défaut apparent aux ouvrages pouvant affecter ses travaux. Le début des travaux par l'entrepreneur est réputé être son acceptation des ouvrages existants dont ses travaux dépendent.

2.4 Accès au chantier

2.4.1 Affectation, absence et sortie du chantier

Toute affectation ou absence du chantier d'un employé de l'entrepreneur ou un de ses sous-traitants doit faire l'objet d'une autorisation écrite soumise à Hydro-Québec par l'entrepreneur via le système SACHA, conformément aux modalités établies au formulaire FOR-AC-17a « Avis d'affectation au chantier ». L'entrepreneur doit également informer Hydro-Québec quarante-huit (48) heures à l'avance du début et de la fin d'affectation de chacun de ses employés, incluant ceux de ses sous-traitants. À défaut de signifier cette fin d'affectation, avant le départ du chantier de l'employé, l'entrepreneur est facturé au taux de cent cinquante dollars (150 \$) pour chaque journée d'absence. Ce taux inclut les frais généraux d'administration.

Dans le cas où des visiteurs de l'entrepreneur doivent avoir accès au chantier, le formulaire FOR-ENT-55 « Autorisation d'accès au chantier » doit être soumis à Hydro-Québec au moins trois (3) jours ouvrables avant la visite.

Les formulaires susmentionnés sont joints à l'annexe H des présentes clauses particulières.

L'employé ou le visiteur reçoit une carte d'accès au chantier et l'entrepreneur est responsable de la garde et du contrôle des cartes. Pour toute carte perdue et à remplacer, quelle qu'en soit la raison, Hydro-Québec facture à l'employé ou le visiteur la somme de quinze (15 \$) dollars. Ce montant inclut les frais généraux d'administration.

Hydro-Québec refuse l'accès aux employés et aux visiteurs dont les noms n'ont pas été soumis par l'entrepreneur et approuvés par Hydro-Québec.

2.4.2 Entrée et sortie du personnel

Hydro-Québec contrôle les accès et les sorties du chantier. À cette fin, l'entrepreneur s'engage à respecter et à faire respecter par toute personne sous sa juridiction tout règlement ou directive transmis par Hydro-Québec afin d'assurer ce contrôle.

À cette fin, une guérite est installée sur la route d'accès principale.

2.4.3 Livraison et cueillette au chantier

L'entrepreneur doit planifier et gérer la logistique des livraisons de matériel ou de matériaux ou tout autre besoin en fonction des contraintes d'accès au chantier en s'informant auprès d'Hydro-Québec.

2.4.4 Système SACHA (Système Accès au Chantier, Hébergement et Alimentation)

2.4.4.1 Généralités

Hydro-Québec rend accessible à l'entrepreneur son système informatisé SACHA (Système Accès au Chantier, Hébergement et Alimentation), qui permet d'obtenir d'une façon systématique :

- l'accès au chantier et la réservation d'une chambre dans un campement désigné d'Hydro-Québec;
- les enregistrements des absences et des démobilisations de son personnel et de celles de ses sous-traitants;
- la réservation et le transport d'un passager à bord d'un vol affrété par Hydro-Québec selon les modalités indiquées à l'article 2.8.6 des présentes clauses particulières;
- et s'il y a lieu, la validation des cartes de compétence des employés.

2.4.4.2 Responsabilité d'Hydro-Québec

Hydro-Québec assiste l'entrepreneur à distance lors de la configuration initiale du ou des postes de travail et assure la formation de l'employé responsable ainsi que le soutien technique relié à l'utilisation du système.

Pour avoir accès au système SACHA, l'entrepreneur doit remplir le formulaire FOR-ENT-66 « Demande d'accès informatique entrepreneur ». Ce formulaire est joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

2.4.4.3 Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur est responsable de désigner les ressources suffisantes pour utiliser obligatoirement le système SACHA tout au long de la réalisation du contrat et les rendre disponibles afin qu'ils reçoivent la formation donnée par Hydro-Québec.

L'entrepreneur est également responsable de la fourniture des équipements nécessaires à la connexion.

Hydro-Québec donne la formation gratuitement. Toutefois, les heures du personnel de l'entrepreneur lors de la formation sont à la charge de ce dernier.

2.4.5 Liste du personnel

L'entrepreneur doit transmettre à Hydro-Québec tous les vendredis avant 9 heures un rapport hebdomadaire des affectations, des absences et des sorties du chantier des personnes sous sa juridiction pour la semaine suivante. Tout changement apporté à cette liste doit être communiqué quotidiennement à Hydro-Québec.

À cet effet, l'entrepreneur doit remplir et présenter le formulaire FOR-ENT-49 « Rapport hebdomadaire des affectations, des absences et des sorties du chantier ». Ce formulaire est joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

La transmission de ce rapport ne remplace pas la saisie dans SACHA des affectations, des absences et des démobilisations demandée à l'article 2.4.1.

2.5 Certificat de compétence et autres attestations

L'entrepreneur doit s'assurer que toute personne sous sa juridiction, régie par une Convention collective de la construction (ci-après appelée « employé »), possède un certificat de compétence en règle pour exercer son métier ou son occupation pour laquelle il est requis ou une exemption émise par la Commission de la construction du Québec (CCQ).

De plus, tout employé pour qui le cours de sécurité est obligatoire en vertu du Code de sécurité pour les travaux de construction doit produire une attestation à cet effet.

Lors de son admission au chantier, tout employé doit présenter et fournir sur demande ces attestations à Hydro-Québec.

2.6 Relations de travail au chantier

L'entrepreneur doit promptement aviser Hydro-Québec de tout conflit de travail ou toute menace de conflit susceptible d'entraver l'avancement des travaux et, à la demande d'Hydro-Québec, il doit conférer avec celle-ci pour déterminer les mesures à prendre.

L'entrepreneur doit transmettre à Hydro-Québec par écrit et sans délai une copie de chaque grief qu'un employé, syndicat ou union lui présente. La même règle s'applique lorsque l'entrepreneur formule un grief.

L'entrepreneur doit informer verbalement et immédiatement Hydro-Québec de tout conflit de juridiction de métiers qui survient lors de l'exécution du contrat sur le chantier. En outre, l'entrepreneur doit, dans un délai maximum de trois (3) jours suivant la connaissance des faits qui donnent naissance à un conflit de juridiction de métiers, transmettre par écrit à Hydro-Québec les faits relatifs à un tel conflit de juridiction de métiers, les parties impliquées et sa position dans cette affaire, et les actions qu'il entend entreprendre, le cas échéant.

L'entrepreneur doit informer Hydro-Québec vingt-quatre (24) heures à l'avance du nom de toute personne qu'il entend congédier ou mettre à pied, pour toute raison autre qu'une fin d'affectation courante, en précisant clairement la raison de cette action.

2.6.1 Harcèlement au travail

Hydro-Québec détient une politique Tolérance zéro, laquelle est jointe à l'annexe J des présentes clauses particulières, et ne tolère aucune forme de discrimination, de harcèlement, d'intimidation ou de violence sur le chantier. Cette politique trouve application lorsqu'une des parties impliquées est un employé d'Hydro-Québec.

Toute personne se trouvant sur le chantier doit également se conformer aux dispositions du document *Règlements généraux de chantier – Aménagement hydroélectrique de la Romaine*, plus particulièrement à l'article 10 lequel prévoit des sanctions aux infractions énumérées, notamment à l'égard d'actes d'agression, d'intimidation ou de voies de fait et de harcèlement.

Pendant toute la durée du présent contrat, l'entrepreneur doit détenir une politique visant à prévenir toute forme de discrimination, de harcèlement, de violence ou d'intimidation sur le chantier de manière à respecter les lois en vigueur, notamment les dispositions de la *Loi sur les normes du travail* (L.R.Q., c. N-1.1).

Aux fins des présentes dispositions, les définitions suivantes s'appliquent :

- Abus d'autorité (incluant l'intimidation)

Exercice indu de l'autorité ou du pouvoir inhérent à un poste ou une fonction, dans le but de compromettre l'emploi d'une personne, de nuire à son rendement de travail, de mettre son moyen de subsistance en danger ou de s'ingérer de toute autre façon dans sa carrière. Il comprend l'intimidation, la menace, le chantage ou la coercition.

- Harcèlement psychologique

Une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non-désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique du salarié et qui entraîne, pour celui-ci, un milieu de travail néfaste.

Une seule conduite peut aussi constituer du harcèlement psychologique si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif pour le salarié.

Cette définition inclut le harcèlement sexuel au travail ainsi que le harcèlement lié à l'un des motifs énumérés à l'article 10 de la Charte.

- Violence (incluant l'intimidation)

Actions ou menaces faites ou proférées par une personne ou un groupe de personnes, et qui portent atteinte, de manière intentionnelle ou non, à l'intégrité ou à la sécurité physique ou psychologique d'une autre personne ou d'un groupe de personnes.

- Discrimination

Distinction, exclusion ou préférence, intentionnelle ou non, fondée sur les motifs énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne : la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge (sauf dans la mesure prévue par la loi), la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, un handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier à un handicap, qui a pour effet de détruire ou de compromettre un droit.

L'entrepreneur doit fournir à Hydro-Québec, dans un délai de dix (10) jours avant la mobilisation au chantier, une copie dûment signée de sa politique-cadre, suivant la forme prescrite à l'annexe J des présentes clauses particulières. Cette politique est sujette à approbation par Hydro-Québec.

Dans le cas où l'entrepreneur détient déjà une politique en cette matière, il doit en fournir une copie dans un délai de dix (10) jours avant la mobilisation au chantier. Cette politique doit être conforme à la politique-cadre retrouvée à l'annexe J des présentes clauses particulières et est sujette à approbation par Hydro-Québec.

Dans tous les cas, toute politique doit notamment prévoir un mécanisme interne qui permet à l'entrepreneur d'être informé de ces situations et de les traiter avec diligence afin de prendre les mesures appropriées.

L'entrepreneur doit désigner, dans un délai de dix (10) jours avant la mobilisation au chantier, une personne responsable de la gestion de cette politique.

L'entrepreneur doit diffuser et communiquer cette politique auprès de ses employés et sous-traitants.

L'entrepreneur doit faire respecter cette politique auprès de ses employés et/ou de ses sous-traitants et, dès qu'une telle conduite est portée à sa connaissance, doit la faire cesser immédiatement.

L'entrepreneur doit fournir un rapport trimestriel relatif aux plaintes de cette nature (incluant griefs, plaintes, réclamations CNESST, dérogations, infractions ou autres). Ce rapport doit indiquer la date de la plainte, les fonctions du plaignant(e), la nature de la plainte ainsi que le statut de cette plainte. Toute plainte déposée à la Commission des normes du travail ou quelque tribunal ou organisme compétent doit être immédiatement communiquée à Hydro-Québec.

2.7 Véhicules sur le chantier

2.7.1 Véhicules de l'entrepreneur

Chaque véhicule doit être identifié du sigle de l'entreprise qui l'utilise et en bonne condition mécanique selon les exigences du code de sécurité routière du Québec.

2.7.2 Véhicules des employés

Les véhicules privés ne sont pas admis sur les emplacements mêmes des travaux. Ils doivent être garés au stationnement aménagé à cette fin situé au campement.

2.8 Circulation et transport au chantier

2.8.1 Maintien de la circulation

L'entrepreneur doit organiser ses travaux au chantier afin de permettre le libre accès aux voies de circulation. Toutefois, si la nature des travaux exige une obstruction, l'entrepreneur doit soumettre à Hydro-Québec pour acceptation, au moins trois (3) jours ouvrables avant de débiter les travaux, la raison et la période durant laquelle il prévoit obstruer partiellement ou complètement la circulation.

L'entrepreneur doit laisser en tout temps la libre circulation par des tiers aux routes de construction qu'il compte utiliser.

2.8.2 Transport au chantier

L'entrepreneur doit s'assurer que les dimensions de ses matériaux, de son matériel et toute autre fourniture relative à son contrat soient tels qu'ils peuvent être transportés ou déplacés librement sur toutes les routes et accès aux lieux des travaux.

Seuls les véhicules munis de roues pneumatiques sont autorisés à circuler sur les surfaces asphaltées.

Sur la route d'accès principale, l'entrepreneur doit respecter les règles de circulation du ministère des Transports du Québec (MTQ). De plus, l'entrepreneur doit tenir compte des contraintes et exigences suivantes :

- Du km 0 au km 115

À la date de mobilisation de l'entrepreneur, la route d'accès principale du km 0 au km 115 est asphaltée sauf un tronçon d'environ 750 m dans le secteur de l'aménagement de Romaine-1. La vitesse maximale sur cette route est de 70 km/h.

À noter que le public est autorisé à circuler sur la route d'accès principale du km 0 au km 35 et éventuellement jusqu'au km 115 approximativement.

- Du km 115 au km 147

À la date de mobilisation de l'entrepreneur la route d'accès principale du km 115 au km 147 est une route de gravier, la vitesse maximale sur cette route est de 50 km/h jusqu'au 31 décembre 2016. Après cette date, la vitesse maximale sur cette route est de 70 km/h.

Le tronçon situé entre les km 143+800 et 147 (R4-50P) est en construction jusqu'à la fin du mois de novembre 2016. Durant cette période la route est carrossable.

- Ponts permanents

Les capacités et dimensions des ponts permanents sont indiquées à l'annexe M des présentes clauses particulières

- Route de contournement du campement du Mista

Pour ses activités de transport, l'entrepreneur doit utiliser la route de contournement du campement du Mista qui est une route de gravier dont la voie de roulement est constituée de MG-56. La vitesse maximale sur cette route est de 60 km/h.

- Pont de la rivière Glapion

Le pont de la rivière Glapion est en construction jusqu'à la fin de l'année 2016, durant sa construction, l'entrepreneur doit emprunter un pont temporaire adjacent à celui-ci. La capacité et les dimensions du pont de la rivière Glapion sont indiquées à l'annexe M des présentes clauses particulières.

- Routes temporaires R4-40T et R4-41T

L'entrepreneur peut utiliser les routes R4-40T et R4-41T pour la réalisation de ses travaux. Ce sont des routes d'hiver en gravier naturel sans sous-fondation et de faible capacité portante en été, à une seule voie de circulation d'une largeur approximative de 5 m sauf aux traversées temporaires appelées P.P.1.5 et P.P.12.5 dont les caractéristiques sont illustrées à l'annexe R des présentes clauses particulières. La géométrie de ces routes permet la circulation de fardiers. Le tracé et l'emplacement des traversées temporaires sont illustrés à l'annexe R des présentes clauses particulières. Des tiers peuvent utiliser ces routes. L'utilisation de radios de type CB est obligatoire pour tous véhicules y circulant.

L'entrepreneur doit assumer les coûts encourus et les inconvénients relatifs aux moyens à être mis en place, soit par l'assistance routière, la location d'équipements de dépannage ou par la fourniture d'outils, afin d'assurer le transport de ses matériaux, de son matériel, de son personnel et de se conformer aux conditions routières rencontrées sur les routes d'accès au chantier.

2.8.2.1 Circulation de camions hors routes

La circulation des camions hors route est interdite sur la route d'accès permanente et la route R4-50P jusqu'à l'intersection des routes R4-50P, R4-51P et R4-52P.

2.8.3 Dégagement sous les lignes de télécommunications

Le dégagement minimum sous les lignes de télécommunication traversant la route d'accès principale est de 7,1 mètres.

2.8.4 Circulation au chantier durant la période de dégel

Sur la route d'accès principale, l'entrepreneur doit respecter les contraintes relatives à la période de dégel émises par le MTQ.

2.8.5 Transport des employés

L'entrepreneur doit assumer le transport de ses employés entre le campement Mista et ses aires de travail. Ce transport doit être assuré à l'aide de véhicules appropriés.

2.8.6 Transport des employés lors des sorties périodiques

2.8.6.1 Transport aérien, départ de l'aéroport de Havre-Saint-Pierre

Le transport aérien des passagers est assuré par Hydro-Québec entre l'aéroport de Havre-Saint-Pierre et les aéroports de Montréal-Trudeau, de Québec et de Baie-Comeau, selon un horaire de quatre (4) jours par semaine qui sera communiqué à l'entrepreneur après l'attribution du contrat.

Hydro-Québec se réserve le droit de corriger ou de modifier les horaires de ses vols sans préavis et d'ajouter ou de diminuer le nombre de vols hebdomadaires requis, selon les besoins du projet.

Ce transport aérien est offert dans le but de desservir les employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants lors des sorties périodiques et dont le lieu du domicile principal nécessite de transiter par les aéroports de Montréal-Trudeau, de Québec ou de Baie-Comeau (pour les employés dont le lieu de domicile principal est Baie-Trinité ou à l'ouest de Baie-Trinité seulement).

L'entrepreneur doit assurer, à ses frais, tout transport au-delà de ces points d'origine ou d'arrivée.

Le poids des bagages de chaque passager est limité à vingt kilogrammes (20 kg). L'entrepreneur est responsable du transport de tout excédent.

Les coffres d'outils ne sont pas transportés à bord des vols affrétés par Hydro-Québec et leur transport doit être assuré par l'entrepreneur.

2.8.6.1.1 Mécanisme de billetterie et de réservations

Le transport aérien de passagers à bord des vols affrétés par Hydro-Québec est accessible au moyen d'un billet électronique obtenu en complétant un dossier de réservation. Seuls les entrepreneurs autorisés ont accès au système de réservations informatisé SACHA.

Les voyages de chaque passager sont comptabilisés mensuellement et un ajustement est effectué selon la méthode décrite à l'article 2.8.6.1.2 des présentes clauses particulières.

L'entrepreneur a l'entière responsabilité d'effectuer les réservations de voyage pour son personnel et ses sous-traitants.

L'entrepreneur doit tenir compte que le transport aérien des passagers peut être sujet à des non-disponibilités sporadiques et il doit donc s'assurer de procéder à ses réservations en temps approprié afin d'éviter des inconvénients pour lesquels Hydro-Québec ne peut être tenue responsable.

De plus amples informations sont précisées au guide du service aérien d'Hydro-Québec qui est présenté à l'entrepreneur à la réunion de démarrage.

2.8.6.1.2 Coûts du transport aérien

Aux fins de la présente, un voyage est équivalent à un aller simple.

L'entrepreneur a droit à un nombre de billets simples égal au nombre moyen mensuel de ses employés et ceux de ses sous-traitants dont le lieu du domicile principal nécessite de transiter par les aéroports de Montréal-Trudeau, de Québec ou de Baie-Comeau (pour les employés dont le lieu de domicile principal est Baie-Trinité ou à l'ouest de Baie-Trinité seulement) présents sur le chantier multiplié, selon les facteurs et les périodes énumérés ci-après :

- 1,5 pour les employés dont le lieu du domicile principal est à l'extérieur de la région administrative 09 Côte-Nord.
- 2,1 pour les employés dont le lieu du domicile principal est à Baie-Trinité ou à l'ouest de Baie-Trinité dans la région administrative 09 Côte-Nord.

Le nombre moyen mensuel de ses employés est le nombre total des présences en jours-personnes, répondant aux critères de domiciliation indiqués ci-dessus, divisé par le nombre de jours du mois.

Les personnes pour lesquelles les services de vivre et couvert sont accessibles au moyen de cartes de courtoisie sont exclues de ce calcul.

L'entrepreneur doit créditer à Hydro-Québec un montant de quatre cent cinquante dollars (450 \$) pour :

- Tout billet simple utilisé en excédent du nombre auquel il a droit selon la méthode de calcul indiquée ci-dessus.
- Tout billet réservé qu'il n'utilise pas. Ces billets sont tout de même comptabilisés dans le nombre de billets utilisés.

La somme des crédits peut être exigée à chaque période de trois (3) mois si Hydro-Québec le juge approprié.

L'entrepreneur demeure le seul responsable des écarts attribuables à des transferts d'employés entre entrepreneurs non préalablement autorisés par Hydro-Québec.

2.8.6.2 Transport aérien, départ de l'aéroport de Natashquan

Selon les modalités de l'article 2.8.6.2.1 des présentes clauses particulières, Hydro-Québec rembourse à l'entrepreneur les frais de transport aérien des passagers utilisant les services des vols réguliers de la compagnie Air Labrador, désignée ci-après « transporteur » entre l'aéroport de Natashquan et les aéroports suivants : Blanc-Sablon, St-Augustin, La Tabatière, Tête-à-la-Baleine, Chevery, La Romaine et Kegaska.

L'entrepreneur doit lui-même faire ses réservations ainsi que les paiements directement avec le transporteur en communiquant au numéro 1-800-563-3042 et en mentionnant le n° de contrat : 30122004.

L'entrepreneur doit se conformer aux règlements du transporteur. Hydro-Québec ne peut être tenue responsable des retards et des annulations de vols ainsi que des bris et pertes de matériels appartenant à l'entrepreneur et ses employés.

L'entrepreneur doit présenter avec son décompte mensuel une copie de la facture du transporteur en y incluant la rubrique « Transport aérien Air Labrador ».

2.8.6.2.1 Coûts du transport aérien

Aux fins du présent article, un voyage est équivalent à un aller simple.

L'entrepreneur a droit à un remboursement pour le nombre de billets simples égal au nombre moyen mensuel de ses employés et ceux de ses sous-traitants, dont le lieu du domicile principal nécessite de transiter par les aéroports de Blanc-Sablon, St-Augustin, La Tabatière, Tête-à-la-Baleine, Chevery, La Romaine ou Kegaska présents sur le chantier multiplié par 2,1.

Le nombre moyen mensuel de ses employés est le nombre total des présences en jours-personnes, répondant aux critères de domiciliation indiqués ci-dessus, divisé par le nombre de jours du mois.

Les personnes pour lesquelles les services de vivre et couvert sont accessibles au moyen de cartes de courtoisie sont exclues de ce calcul.

L'entrepreneur demeure le seul responsable des écarts attribuables à des transferts d'employés entre entrepreneurs non préalablement autorisés par Hydro-Québec.

L'entrepreneur est remboursé pour les coûts encourus pour le coût des billets d'avion admissibles sans aucune majoration. De plus, tout transport au-delà des points d'origine ou d'arrivée est aux frais de l'entrepreneur.

2.8.7 Transport de matériaux en vrac par camions

Le présent article apporte des précisions à la clause générale 10 « Transport de matériaux en vrac par camions ».

2.8.7.1 Définitions

Pour le présent article, les mots suivants ont la signification suivante :

2.8.7.1.1 Matériaux en vrac

Les matériaux en vrac visés par le présent article comprennent le sable, le till, le gravier naturel, le gravier concassé et la pierre concassée de moins de 200 mm nécessaires à la réalisation des travaux du présent contrat.

Les matériaux en vrac visés par le présent article excluent toute autre substance et tout autre matériau devant être déplacés ou transportés dans le cadre du présent contrat.

2.8.7.1.2 Entreprises inscrites

Les entreprises inscrites sont celles répertoriées au Registre du camionnage en vrac de la Commission des Transports du Québec (CTQ).

2.8.7.1.3 Sous-traitants

Au présent article, le mot sous-traitant désigne les entreprises inscrites ainsi que toutes autres entreprises à l'exclusion de celles dont la principale activité, dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, consisterait à fournir des services de transport de matériaux en vrac.

2.8.7.2 Dispositions générales

L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent en tout temps utiliser les services d'entreprises inscrites dans une proportion d'au moins 50 % (en tonnage nécessaire) pour le transport de matériaux en vrac.

2.8.7.3 Limite

Les obligations énoncées au présent article ne s'appliquent pas lorsque le ou les organismes de courtage habilités ne peuvent pas fournir les services de transport de matériaux en vrac requis dans un délai raisonnable pour respecter les dates contractuelles.

2.9 Protection des ouvrages existants

L'entrepreneur est tenu de prendre les mesures nécessaires en tout temps, pour assurer la protection contre tout bris ou dommage qu'il pourrait causer aux ouvrages existants d'Hydro-Québec et des tiers.

À la fin des travaux, toutes les protections temporaires installées par l'entrepreneur doivent être démantelées.

2.10 Coordination des travaux

Hydro-Québec se réserve le droit d'exécuter ou de faire exécuter, en tout temps, des travaux de toute sorte, voisins de ceux faisant l'objet du présent contrat. L'entrepreneur doit, dans ce cas, mener ses propres travaux de façon à ne pas gêner ceux d'Hydro-Québec ou d'autres entrepreneurs, et doit coopérer avec ces derniers de façon à assurer la réalisation correcte de l'ensemble du projet. Hydro-Québec peut donc donner, selon les circonstances, des directives à l'entrepreneur afin d'assurer une coordination adéquate de l'ensemble des travaux.

À cette fin, l'entrepreneur a l'obligation de s'informer du programme des travaux d'Hydro-Québec ainsi que de valider régulièrement auprès de cette dernière la progression des travaux afin de prévenir tout problème de coordination.

L'entrepreneur doit particulièrement prendre en considération la réalisation par d'autres des travaux suivants :

- Construction des ponts Glapion et de Romaine-4 et des routes R4-50P, R4-52P et R4-10T ;
- Travaux de déboisement au site des ouvrages permanents de Romaine-4 ;
- Travaux de déboisement du réservoir ;
- Travaux d'excavation et de bétonnage de la dérivation provisoire ;
- Travaux d'installation des vannes de la dérivation provisoire ;
- Travaux de bétonnage du bouchon de la dérivation provisoire ;
- Travaux d'excavation de la centrale ;
- Travaux de bétonnage de la centrale ;
- Travaux d'installation du pont roulant de la centrale ;
- Travaux de montage des groupes turbines-alternateurs ;
- Travaux d'architecture, mécaniques, électriques, de commande et de télécommunications de la centrale et des ouvrages éloignées (poste 34,5 kV, prise d'eau et évacuateur de crues)
- Travaux d'excavation des ouvrages d'adduction ;
- Travaux de construction du barrage ;
- Travaux de bétonnage de la prise d'eau et de l'évacuateur de crues ;
- Travaux de bétonnage du bouchon de la galerie d'accès à la galerie d'amenée ;
- Travaux d'installation des vannes de la prise d'eau et de l'Évacuateur de crues ;
- Construction de la rampe de mise à l'eau d'aval ;
- Construction de la rampe de mise à l'eau d'amont ;
- Construction de frayères, de batardeaux ennoyés et d'aménagement de tributaires de la rivière Romaine et du réservoir Romaine-4
- Construction de la ligne 34,5 kV entre Ro-3 et le site des travaux à Ro-4 longeant la route d'accès principale ;

- Circulation des entrepreneurs de la ligne à 735 kV sur la route Ro-3 – Ro-4 longeant la route d'accès principale ;
- Construction de la ligne à 735 kV entre Ro-3 et le poste Montagnais ;
- Construction du Poste de départ à 315 kV ;
- Utilisation conjointe par des tiers de l'aire de rejet AR-12 ;
- Exploitation conjointe par des tiers de la carrière CA-1 ;
- Travaux de réfection et de finalisation de la route d'accès principale et des routes d'accès aux ouvrages permanents.
- L'utilisation des aires de stockage et de rejet par des tiers;
- L'entretien par des tiers de la route d'accès principale et des routes d'accès aux différents ouvrages ainsi que la circulation sur ces routes des autres entrepreneurs travaillant sur les ouvrages de la Romaine-4;
- La circulation des camions lourds sur la route d'accès principale jusqu'aux centrales Romaine-3 et Romaine-4, transportant notamment les transformateurs de puissance, les barres blindées, les rotors, les stators, les vannes papillon, les vannes de la prise d'eau, de l'évacuateur de crue et des aspirateurs.

2.10.1 Ligne 735 kV près de la carrière CA-01

Une ligne de transport d'électricité à 735 kV est en exploitation près de la carrière CA-01. Cette ligne doit être protégée lors de l'exploitation de la carrière. L'entrepreneur doit donc prendre toutes les mesures nécessaires afin de protéger cette ligne des projections de blocs de roc et des vibrations dans les structures construites ou en cours de construction.

Il doit notamment planifier l'exploitation de la carrière de façon à limiter la projection de blocs en direction de la ligne et contrôler les vibrations tel que spécifié clauses techniques particulières.

2.10.2 Heures de sautage à l'explosif

Le sautage de roc à la carrière CA-01 n'est autorisée qu'entre 6 h et 6 h 30 et entre 18 h et 18 h 30, et ce, 7 jours sur 7.

2.11 Exigences médicales

Il est de la responsabilité de l'entrepreneur d'affecter au site des employés dont l'état de santé physique et mentale est compatible avec le travail à accomplir.

Cependant, Hydro-Québec peut exiger un examen médical ainsi qu'un certificat d'aptitude pour tout employé. Ce certificat d'aptitude doit confirmer que l'employé concerné ne présente aucun état de santé contre-indiquant le travail à effectuer (exigences médicales du travail) dans les conditions où il doit être (ex. : isolement, éloignement des services de santé, etc.). Ce certificat doit être remis au professionnel de la santé d'Hydro-Québec avant l'arrivée de l'employé au chantier. Tout certificat ou examen médical exigé par Hydro-Québec ainsi que les frais afférents sont à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit autoriser le professionnel de la santé d'Hydro-Québec à évaluer la santé du personnel au moyen d'une déclaration de santé. Cette déclaration de santé doit être effectuée dans les vingt-quatre (24) heures suivant l'arrivée sur le chantier et a pour but de connaître, de façon minimale, l'état de santé du personnel dont il est responsable.

De plus, après un accident ou une maladie, qu'il y ait arrêt de travail ou non, l'employé concerné doit se présenter au professionnel de la santé d'Hydro-Québec qui dessert le chantier. Le but de la visite est de s'assurer que son état de santé est encore compatible avec les exigences du travail.

Dans ce contexte, le professionnel de la santé d'Hydro-Québec peut autoriser ou non le retour au travail. Il peut arriver, selon le jugement de ce professionnel, qu'un individu doive être exclu de son travail pendant un certain temps et cette recommandation doit être respectée par l'entrepreneur, et ce, sans frais supplémentaires pour Hydro-Québec.

2.12 Autres conditions

2.12.1 Accommodation familiale

Hydro-Québec n'offre aucune possibilité d'accommodation familiale. Aussi, l'installation de maisons mobiles ou autre genre d'accommodation pour le logement du personnel ou de leur famille n'est pas permise sur le chantier.

2.12.2 Affichage

Seules les affiches normalisées servant à identifier Hydro-Québec, le projet et l'entrepreneur, ainsi que les écriteaux relatifs à la sécurité, sont permis sur le site. La localisation et l'aspect de ces affiches, écriteaux et autres éléments d'information graphique sont assujettis à l'autorisation d'Hydro-Québec.

Les dimensions des affiches doivent être de 60 cm de hauteur par 120 cm de largeur.

2.12.3 Commerce privé

Toute activité commerciale non autorisée par Hydro-Québec est interdite.

2.12.4 Règlement du chantier

L'entrepreneur s'engage à faire appliquer les « Règlements généraux du chantier » à tout son personnel et celui de ses sous-traitants. Ce document est disponible en tout temps pour consultation.

2.12.5 Personnel de commande

Aux fins de l'analyse de la soumission, l'entrepreneur doit identifier le personnel de commande composant son équipe de gérance des travaux en complétant le tableau prévu à cette fin dans la formule de soumission.

Toutefois, Hydro-Québec se réserve le droit d'exiger le remplacement de tout membre du personnel de commande qui n'offre pas les garanties jugées suffisantes pour permettre le déroulement des travaux de façon à respecter les exigences de qualité et d'échéancier prévues au présent contrat.

Advenant le départ d'un membre de ce personnel de commande incluant le cas de remplacement à la suite de la demande d'Hydro-Québec, son remplaçant doit satisfaire les mêmes exigences que celles mentionnées ci-dessus.

2.12.6 Climat

L'annexe N des présentes clauses particulières décrit en détail le climat prévalant sur le territoire du Projet de la Romaine.

L'entrepreneur est responsable de l'interprétation qu'il peut faire des données météorologiques historiques. Hydro-Québec ne peut être tenue responsable pour les événements hors des limites et moyennes montrés à l'annexe.

2.13 Retombées économiques régionales

2.13.1 Embauche régionale

En plus des spécifications de l'article 8.1 « Recrutement de la main-d'œuvre » des clauses générales, l'entrepreneur doit maximiser l'utilisation de la main-d'œuvre régionale en tenant compte de sa disponibilité et de la spécialisation requise pour l'exécution de certains travaux. Il doit également veiller à ce que ses sous-traitants observent les mêmes conditions.

À cet effet, l'entrepreneur doit rencontrer les associations syndicales locales avant le début des travaux afin de présenter sa stratégie d'embauche et d'établir avec ces dernières un processus de communication. Hydro-Québec peut assister à ces rencontres.

2.13.1.1 Nouveau diplômé d'un métier ou d'une occupation de l'industrie de la construction

2.13.1.1.1 Incitation à l'embauche de nouveaux diplômés d'un métier ou d'une occupation de l'industrie de la construction

Dans le cadre des travaux prévus au contrat, Hydro-Québec souhaite favoriser l'embauche de salariés qui accèdent à l'industrie de la construction à titre de nouveau diplômé dans un métier ou une occupation défini au règlement sur la qualification professionnelle ou la Convention collective du secteur génie civil et voirie.

À cette fin, l'entrepreneur a droit à un remboursement mensuel selon les modalités indiquées à l'article 6.3.5 des présentes clauses particulières pour chaque personne travaillant au chantier et répondant aux critères d'admissibilité des candidats aux présentes clauses particulières.

2.13.1.1.2 Admissibilité des candidats

Le nouveau travailleur doit provenir de la région Côte-Nord selon les critères de la CCQ et doit être affecté aux travaux du présent contrat. Son statut est établi par l'émission d'un premier certificat de compétence lui permettant d'accéder au poste pour lequel il est diplômé.

2.13.2 Achats régionaux

En plus des spécifications de l'article 8.1 « Recrutement de la main-d'œuvre » des clauses générales, l'entrepreneur doit maximiser l'achat de matériels, de matériaux et de services chez des sous-traitants et fournisseurs régionaux. Il doit également veiller à ce que ses sous-traitants observent les mêmes conditions.

2.13.3 Sous-traitance régionale

Dans le cadre des travaux prévus au contrat, l'entrepreneur a droit à un remboursement d'une partie de la valeur des travaux (incluant la fourniture de matériel, de matériaux, et de services professionnels directement reliés à la réalisation des travaux) réalisés par tout sous-traitant peu importe son rang (pour les fins de la présente clause seulement) répondant à l'ensemble des critères d'admissibilité décrits ci-dessous.

2.13.3.1 Critères d'admissibilité

Les critères d'admissibilité énumérés ci-après sont cumulatifs et doivent donc tous être rencontrés :

- Le sous-traitant doit être reconnu comme faisant partie de la région numéro 09 en étant inscrit au «Bottin des entreprises de la Côte-Nord sous la responsabilité de la Conférence Régionale des Élus de la Côte-Nord (CRÉ Côte-Nord)» qui

peut être consulté via le lien ci-dessous. Le sous-traitant doit être admissible à la date du dépôt des soumissions (réf. « date d'admissibilité » du bottin) ainsi que durant toute la période où il réalise les travaux.

"[http://www.hydroquebec.com/romaine/relations/bottin.html](http://www.hydroquebec.com/romaine/rerelations/bottin.html)"

- Le sous-traitant doit posséder une expertise reconnue dans le champ d'activité pour lequel ses services ont été retenus.
- Le sous-traitant doit réaliser les travaux dans la région 09 en favorisant la main-d'œuvre qui réside dans la région 09.
- Le sous-traitant doit réaliser les travaux lui-même, excluant ainsi tout sous-contrat ou partie de sous-contrat où il ne réalise pas les travaux en propre et/ou lorsqu'il n'agit qu'à titre d'intermédiaire.
- Le sous-traitant ne doit pas être un associé de la coentreprise attributaire du présent contrat (réf. art. 1 des clauses générales).
- Le sous-traitant ne doit pas être une personne physique ou morale ayant un lien direct ou indirect avec l'entrepreneur, que ce soit notamment, mais non limitativement par l'entremise de leurs actionnaires, employés, dirigeants, administrateurs, associés, divisions, filiales ou affiliées.

Les critères d'admissibilité énumérés ci-dessus s'appliquent intégralement à tous les sous-traitants, tel que mentionné au présent article. Les factures soumises et demandes de remboursements pour les sous-traitants ne répondant pas intégralement aux critères énoncés ci-dessus sont non recevables et entraînent les pénalités mentionnées à l'article 4.2 des présentes clauses particulières.

2.13.3.2 Exclusions

Aux fins de l'application du présent article, l'acquisition par l'entrepreneur ou par tout sous-traitant, peu importe son rang, du matériel, des matériaux et des services énumérés ci-dessous, n'est pas considérée comme une activité de sous-traitance régionale. L'entrepreneur et tout sous-traitant doivent considérer cette liste non limitative comme un exemple d'achat ou location de matériaux, de matériels et de services non admissibles à la présente clause de sous-traitance régionale. Cette liste d'exclusion n'est donc pas limitative étant entendu que le but visé est de maximiser les retombées économiques dans la communauté. Conséquemment, Hydro-Québec seule peut juger de l'acceptabilité du sous-traitant.

- location de machinerie lourde sans opérateur;
- achat de machinerie lourde;
- produits pétroliers : carburants et lubrifiants;

- pneus et pièces de rechange pour la machinerie lourde;
- acier d'armature non transformé;
- acier non transformé;
- poudre de ciment;
- explosifs en vrac;
- outillages de forage (mèche à diamant ou équivalent);
- restaurant et hébergement;
- transport aérien du personnel par un transporteur sans siège social dans la région 09;
- boulons de consolidation et goujons;
- treillis métalliques et épingles.

2.13.3.3 Pièces justificatives des sous-traitants

L'entrepreneur doit stipuler dans tout contrat qu'il accorde à un sous-traitant admissible que celui-ci doit conserver tous les livres et registres comptables ainsi que tout autre document relatif au contrat pendant trois (3) ans, à compter de la date d'émission de la quittance, en faveur de l'entrepreneur ou du paiement de la part de ce dernier de la dernière facture, selon le cas.

2.13.3.4 Avis à la sous-traitance à l'extérieur de la région

L'entrepreneur doit informer au préalable tous les sous-traitants potentiels de l'extérieur de la région 09, à qui il compte demander de présenter une soumission, que le présent contrat comporte une clause en faveur de la sous-traitance régionale.

2.13.3.5 Sous-traitance régionale des travaux de forage et dynamitage

Le remboursement de la sous-traitance régionale pour les travaux de forage et de dynamitage ne peut pas dépasser 20 % de la somme provisionnelle prévue au bordereau de prix de la formule de soumission.

2.13.4 Suivi mensuel des retombées économiques régionales

L'entrepreneur doit, mensuellement, fournir à Hydro-Québec sur le formulaire FOR-AC-09 « Suivi des retombées économiques régionales » un relevé de toutes les dépenses régionales relatives aux travaux en chantier que lui et ses sous-traitants ont effectuées, telles que :

- achats de matériels et de matériaux;
- achats et/ou locations d'équipements;
- hébergement;

ainsi que toute autre activité ayant des retombées économiques régionales.

Ces informations sont nécessaires afin d'évaluer les retombées économiques régionales (R.E.R.).

Ce formulaire est joint à l'annexe H des présentes clauses particulières. Le fichier gabarit doit être complété par l'entrepreneur et ses sous-traitants.

3 PROGRAMME DES TRAVAUX

3.1 Dates et délais principaux pour la réalisation des travaux

3.1.1 Attribution du contrat

L'attribution du contrat est prévue à l'intérieur du délai mentionné à l'article « Validité de la soumission » des renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner.

3.1.2 Liste et échéancier de remise des dessins et autres documents techniques

Au plus tard, quatre (4) semaines après l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit soumettre à Hydro-Québec pour acceptation la liste et échéancier de remise des dessins et autres documents techniques qu'il doit transmettre tel que prescrit à l'article 1 « Généralités » de l'annexe C des présentes clauses particulières.

3.1.3 Délai pour la remise du programme de prévention de l'entrepreneur

Nonobstant le délai précisé au programme du maître d'œuvre, l'entrepreneur doit transmettre à Hydro-Québec pour vérification de conformité son programme de prévention au plus tard deux (2) semaines avant sa mobilisation au chantier.

Toutefois, dans le cas où le délai entre l'attribution du contrat par Hydro-Québec et la mobilisation au chantier par l'entrepreneur est inférieur à deux (2) semaines, l'entrepreneur doit transmettre à Hydro-Québec pour vérification de conformité un document qui inclut les informations énumérées ci-dessous :

- une méthode de travail pour chacune de ses activités à risque élevé qui a lieu avant la remise du programme de prévention. Chaque méthode de travail doit être vérifiée par Hydro-Québec avant le début des travaux ;
- une analyse de risques pour toutes les activités qui ont lieu jusqu'à la remise du programme de prévention, et ;
- les mesures de sécurité se rattachant à l'analyse de risques.

Hydro-Québec doit être présent lors de la diffusion des méthodes de travail par l'entrepreneur à ses employés. Un registre de présence doit être signé par tous les participants et une copie du registre doit être remise à Hydro-Québec.

La transmission de ces informations n'annule pas les autres exigences des présentes clauses particulières liées à la transmission du programme de prévention de l'entrepreneur.

Réf. : Annexe A, article 2.2

3.1.4 Dessins émis pour construction

Hydro-Québec ne transmet aucun dessin émis pour construction. L'entrepreneur doit réaliser les travaux avec les dessins émis pour appel de soumissions.

3.1.5 Vérification de conformité

3.1.5.1 Remise des documents

L'entrepreneur doit planifier la remise des documents pour vérification de conformité par Hydro-Québec en tenant compte, entre autres, du délai de traitement d'Hydro-Québec et des délais que pourraient provoquer la ou les révisions de ces documents et les nouvelles vérifications de conformité.

3.1.6 Vérification de conformité par Hydro-Québec des documents techniques transmis par l'entrepreneur

3.1.6.1 Dessins et listes

Le délai nécessaire à Hydro-Québec pour le traitement des dessins et des listes est de deux (2) semaines.

3.1.6.2 Autres documents techniques

Hydro-Québec dispose d'un délai de deux (2) semaines pour le traitement des autres documents techniques, à défaut d'informer l'entrepreneur d'un délai différent.

3.1.6.3 Services de construction

L'entrepreneur doit soumettre à Hydro-Québec tous les détails des services de construction au moins trois (3) semaines avant le début prévu de l'installation de chacun des services.

3.1.6.4 Modifications ou correctifs aux dessins et autres documents à apporter par l'entrepreneur

L'entrepreneur dispose de deux (2) semaines pour apporter les modifications et les corrections demandées et transmettre la nouvelle version à Hydro-Québec.

3.1.6.5 Délai de réponse de l'entrepreneur

L'entrepreneur dispose de deux (2) semaines après la transmission des questions et des commentaires d'Hydro-Québec pour fournir les réponses.

3.1.7 Disponibilité des aires de travail

Les aires de travail sont disponibles selon les dates suivantes :

	Description	Date
1	Aire d'entrepreneur (AE-10) phase 1	À la mobilisation
2	Aire d'entrepreneur (AE-10) phase 2	2016-11-01
3	Carrière (CA-1)	2016-12-04
4	Emprise de la route R4-27T déboisée et dépôt 19	Trois (3) semaines après la remise de la superficie requise au dépôt 19.
5	Aire de rejet (AR-12)	À la mobilisation

Hydro-Québec confirme à l'entrepreneur deux (2) semaines à l'avance la date réelle de disponibilité de chacune des aires de travail.

S'il advenait qu'une date de disponibilité d'une aire de travail soit devancée ou retardée par Hydro-Québec, la date de fin correspondante des travaux serait également devancée ou retardée de manière à conserver le même délai prévu au contrat.

3.1.8 Disponibilité des routes du chantier de Romaine-4

Les routes du chantier de Romaine 4 sont disponibles selon les dates suivantes

	Route	Date de disponibilité route d'hiver	Date de disponibilité carrossable	Date de disponibilité au niveau de la sous fondation	Date de disponibilité finale
1	R4-51P	-	À la mobilisation	2016-08-08	2016-09-26
2	R4-10T	-	À la mobilisation	2016-08-08	2016-09-26
3	R4-20T Réf : Article 2.8.2		À la mobilisation	-	-

	Route	Date de disponibilité route d'hiver	Date de disponibilité carrossable	Date de disponibilité au niveau de la sous fondation	Date de disponibilité finale
4	R4-40T Réf : Article 2.8.2	À la mobilisation	-	-	-
5	R4-41T Réf : Article 2.8.2	À la mobilisation	-	-	-

Une route carrossable signifie qu'il est possible d'y transporter sans assistance un boteur D8 ou équivalent sur un fardier.

3.1.9 Disponibilité des services fournis par Hydro-Québec

Les services suivants sont disponibles aux dates indiquées ci-dessous :

	Description	Date
1	Raccordement téléphonique et accès internet à l'aire d'entrepreneur AE-10	Deux (2) semaines après la demande de raccordement par l'entrepreneur. Pas avant le 14 novembre 2016
2	Électricité provenant de la ligne 34,5 kV longeant la route R4-10T	Deux (2) semaines après la demande de raccordement par l'entrepreneur Pas avant le 14 novembre 2016

3.2 Délais prescrits, réceptions provisoires et réception définitive

3.2.1 Délais prescrits

3.2.1.1 Détails des installations de l'entrepreneur aux aires mises à la disposition par Hydro-Québec

Avant le début de tout travail relatif à l'aménagement d'une aire, l'entrepreneur doit, au moins trois (3) semaines avant la date prévue pour le début desdits travaux, remettre à Hydro-Québec afin d'obtenir les autorisations requises, l'ensemble des informations pertinentes, notamment un croquis de localisation qui fait état de la superficie, des coordonnées servant à définir le périmètre, la localisation, lorsque pertinent, des plans d'eau et des cours d'eau les plus proches, les distances entre ces derniers et le site projeté, le ou les types d'activités prévues, la liste ainsi que la disposition des équipements et des installations prévues de même que toute autre information jugée pertinente.

De plus, l'entrepreneur doit faire approuver par Hydro-Québec ses méthodes d'utilisation de ces aires deux (2) semaines avant le début des travaux.

Pour tout déplacement de ses installations, l'entrepreneur doit aviser par écrit Hydro-Québec, deux (2) semaines avant le début des travaux au chantier en indiquant la méthode qu'il utilisera pour le déplacement de ses équipements et l'endroit de l'autre aire qu'il utilisera afin de ne pas nuire à des tiers.

3.2.1.2 Détails des installations de chantier et des services de construction

L'entrepreneur doit soumettre tous les détails de ses installations de chantier et de ses services de construction au plus tard deux (2) semaines avant le début des travaux.

3.2.2 Réceptions provisoires

L'entrepreneur doit exécuter tous les travaux de façon à permettre à Hydro-Québec d'en prononcer la réception provisoire au plus tard aux dates suivantes :

Article	Description	Date	Prime / Pénalité (réf. : 4.1 et 4.2)
3.2.2.1	Fin de la première campagne de tamisage pour réaliser la production de granulats fins	2016-10-01	
3.2.2.2	Disponibilité des granulats requis pour les essais des différents types de mélanges à béton	2017-03-06	

Article	Description	Date	Prime / Pénalité (réf. : 4.1 et 4.2)
3.2.2.3	Fin du transport des granulats fins de la première campagne de tamisage à l'aire AE-10	2017-04-01	
3.2.2.4	Mise en service de l'usine à béton, de l'usine à glace et des systèmes de chauffage de l'eau.	2017-05-06	Une pénalité de 10 000 \$ par jour de retard jusqu'à la date réelle de réception provisoire.
3.2.2.5	Fin de la première campagne de concassage des gros granulats. Fin de la fabrication de 60 % de la pierre concassée pour des tiers.	2017-07-15	
3.2.2.6	Fin de la deuxième campagne de tamisage pour réaliser la production de granulats fins	2017-09-30	
3.2.2.7	Fin du transport des granulats fins de la deuxième campagne de tamisage à l'aire AE-10	2018-03-31	
3.2.2.8	Fin de la deuxième campagne de concassage des gros granulats Fin de la fabrication de la pierre concassée pour des tiers	2018-07-15	
3.2.2.9	Fin des travaux du contrat incluant le nettoyage du site de l'usine à béton	2019-10-31	

3.2.3 Réception définitive

Tous les travaux faisant l'objet du présent contrat, incluant la démobilisation, doivent être terminés quatre (4) semaines après la date de réception provisoire réelle la plus tardive.

3.3 Programme détaillé d'exécution

Tout échéancier présenté par l'entrepreneur doit être développé sur un support informatique tel que Primavera, MS Project ou Excel. L'échéancier doit être soumis à Hydro-Québec en format électronique (fichier natif et PDF).

3.3.1 Contenu et forme

L'entrepreneur doit élaborer le programme détaillé d'exécution des travaux. Ce programme doit comprendre :

- un échéancier à l'échelle du temps, exposant la planification de l'entrepreneur et l'ordonnancement des travaux.
- les documents explicatifs donnant une description détaillée de la main-d'œuvre, des matériaux, du matériel, des méthodes et des moyens que l'entrepreneur entend mettre en œuvre pour exécuter les travaux et atteindre le rythme d'avancement planifié.

Cet échéancier doit tenir compte minimalement toutes les activités prévues au contrat.

L'entrepreneur doit incorporer et retransmettre les modifications et les informations additionnelles demandées par Hydro-Québec si cette dernière juge que le programme détaillé d'exécution ne sont pas conformes aux exigences du présent article.

3.3.2 Conformité aux exigences contractuelles

L'entrepreneur doit, au plus tard quatre (4) semaines après l'attribution du contrat, remettre à Hydro-Québec, un programme détaillé d'exécution démontrant que les travaux sont bel et bien planifiés de façon à être réalisés à l'intérieur des délais contractuels.

Lorsque le programme détaillé d'exécution ne respecte pas le contrat, Hydro-Québec ne verse alors qu'un acompte d'un maximum de 70% sur le paiement du prix contractuel.

3.3.3 Révision du programme détaillé d'exécution

Si l'avancement des travaux montre un retard par rapport au programme détaillé d'exécution et que ce retard risque, selon l'avis d'Hydro-Québec, d'empêcher l'achèvement des travaux à l'intérieur des délais contractuels, l'entrepreneur doit alors prendre les mesures nécessaires pour rattraper ce retard soit, sans s'y restreindre, en augmentant son personnel, son matériel, ses installations ou en modifiant ses méthodes ou sa séquence de travail.

Dans tous les cas de retard, l'entrepreneur doit informer Hydro-Québec de ses intentions face à ce retard. Hydro-Québec peut, si elle le juge nécessaire, exiger de l'entrepreneur une révision totale ou partielle de son programme détaillé d'exécution qui doit lui être remise de la même façon et avec les mêmes exigences que le programme détaillé d'exécution initial. C'est Hydro-Québec qui fixe le délai imparti pour cette remise.

3.3.4 Mise à jour

L'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec tous les mardis avant 12 heures son échéancier mis à jour en date du samedi précédent afin de montrer l'avancement réel des travaux et l'ordonnancement planifié et détaillé des travaux à compléter en date du rapport incluant tout changement ayant eu un impact sur l'échéancier.

3.4 Réunions

3.4.1 Réunions de chantier

Durant l'exécution des travaux, Hydro-Québec tient au chantier des réunions à la fréquence qu'elle juge nécessaire. Le représentant de l'entrepreneur doit y assister, accompagné de personnes ressources, lorsque nécessaire.

Les comptes rendus de ces réunions sont émis par Hydro-Québec. L'entrepreneur doit aviser Hydro-Québec de toute erreur, divergence ou omission qu'il a trouvée dans le compte rendu avant ou à la réunion subséquente, à défaut de quoi le compte rendu est réputé accepté par l'entrepreneur.

Toutes les réunions se tiennent au campement du Mista.

3.4.2 Réunion environnementale de démarrage

Une réunion environnementale de démarrage d'une durée de 1,5 heure est tenue au campement du Mista. Les représentants de l'entrepreneur soit, le directeur de projet, le responsable environnement, l'ensemble des contremaîtres et surintendants, doivent participer à cette réunion.

3.5 Rapports

3.5.1 Prévision des effectifs requérant le service de vivre et couvert

L'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec, le dernier vendredi de chaque mois, un rapport de prévision des effectifs requérant le service de vivre et couvert pour les treize (13) prochaines semaines. L'entrepreneur doit présenter sa prévision selon le formulaire FOR-ENT-58 « Prévision des effectifs requérant le service de vivre et couvert » joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

3.5.2 Rapports des activités au chantier

3.5.2.1 Rapport journalier

L'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec le lendemain midi un rapport journalier des activités au chantier montrant le nombre d'heures-personnes directes effectuées par l'entrepreneur et ses sous-traitants pour chaque groupe d'activité du bordereau de la formule de soumission ainsi que le nombre d'heures-personnes indirectes fixes au chantier. Ce rapport doit être produit sous forme électronique (version PDF signée et fichier Excel).

L'entrepreneur doit présenter son rapport journalier des activités au chantier par quart de travail selon le formulaire FOR-ENT-24 « Rapport journalier des effectifs et des activités au chantier » joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

Ce rapport doit inclure également le nombre d'heures par type d'équipement.

3.5.3 Effectifs au chantier

L'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec le vendredi avant 9 heures un rapport de l'effectif, en heures-personnes travaillées par jour, par métier et selon leur provenance (région et hors région), et ce, pour ses employés et ceux de ses sous-traitants en identifiant la main-d'œuvre autochtone.

Le total des heures-personnes de la semaine doit correspondre au total des heures-personnes des rapports des activités au chantier de l'article 3.5.2 « Rapports des activités au chantier ».

L'entrepreneur doit présenter son rapport d'effectif selon le formulaire FOR-ENT-60 « Rapport hebdomadaire des effectifs » joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

3.5.4 Rapports hebdomadaires du matériel

L'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec le jeudi avant midi, pour la période du dimanche au samedi de la semaine précédente, la liste du matériel utilisé pour la réalisation des travaux.

L'entrepreneur doit présenter son rapport du matériel selon le formulaire FOR-ENT-62 « Rapport hebdomadaire du matériel » joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

3.5.5 Rapport du suivi des émissions des gaz à effet de serre

L'entrepreneur doit remettre mensuellement à Hydro-Québec, soit le premier jeudi du mois suivant, le rapport de suivi des émissions des gaz à effet de serre. Ce rapport doit montrer les volumes de carburants consommés au chantier par l'ensemble du matériel ainsi que les volumes de béton fabriqués pour les ouvrages au chantier.

L'entrepreneur doit présenter son rapport de suivi des émissions des gaz à effet de serre selon le formulaire FOR-ENT-35 « Estimation des émissions de gaz à effet de serre » joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

4 PRIMES ET PÉNALITÉS

4.1 Primes

Aucune prime n'est prévue au contrat.

4.2 Pénalités

4.2.1 Pénalités pour retard

Dans la mesure où l'entrepreneur ne termine pas les travaux de façon à permettre à Hydro-Québec de prononcer la réception provisoire au plus tard aux dates prévues, il lui est déduit de toute somme alors ou subséquemment due, à titre de pénalités pour le simple retard sans préjudice à tout autre recours, les montants spécifiés à l'article 3.2.2 des présentes clauses particulières pour chaque jour complet de retard jusqu'à la date réelle de réception provisoire ou jusqu'au montant maximum prévu à l'article 3.2.2.

4.2.2 Pénalité pour présentation de demande de remboursement non admissible en vertu de l'incitation à la sous-traitance régionale

Lorsque l'entrepreneur présente à Hydro-Québec une demande de remboursement inadmissible dans le cadre de l'article 2.13.3 «Incitation à la sous-traitance régionale» des présentes clauses particulières, il lui est alors déduit à titre de pénalité, un montant équivalent au remboursement demandé en vertu de la clause.

4.2.3 Pénalité pour le non-respect du transport de matériaux en vrac par camions

Après la réception provisoire la plus tardive, l'entrepreneur doit démontrer qu'il a atteint la proportion de voyages exigée à l'article 2.8.7 des présentes clauses particulières pour le transport de matériaux en vrac par des entreprises inscrites. Si l'entrepreneur n'a pas atteint la proportion de voyages exigée pour le transport de matériaux en vrac par des entreprises inscrites, il lui est déduit, à titre de pénalité, la somme de cinq cent dollars (500 \$) pour chaque un pourcent de voyages non réalisés par des entreprises inscrites.

4.2.4 Pénalités pour manquement aux exigences environnementales

Dans la mesure où l'entrepreneur et/ou ses sous-traitants ne respecte(nt) pas l'une ou plusieurs des obligations énoncées aux clauses environnementales normalisées et complémentaires applicables au présent contrat, il lui est déduit de toute somme alors ou subséquemment due à même les décomptes périodiques subséquents, à titre de pénalité(s), les montants ci-après, selon les modalités décrites au présent article :

- Clauses environnementales normalisées : pénalité type A (2 000\$), type B (3 500\$) et type C (5 000\$) selon le tableau de l'article 7.2.1 des présentes clauses particulières
- Clauses environnementales complémentaires : pénalité de type C (5 000\$)

Les pénalités sont appliquées de façon cumulative pour chaque manquement constaté par le représentant d'Hydro-Québec, lequel indique le délai à l'intérieur duquel le manquement doit être corrigé.

Une fois le manquement corrigé, l'entrepreneur doit faire parvenir au représentant d'Hydro-Québec un avis écrit décrivant les correctifs effectués. Hydro-Québec dispose alors de vingt-quatre (24) heures pour vérifier l'exécution et la conformité des correctifs apportés.

Tout manquement non corrigé dans le délai imparti par Hydro-Québec est de nouveau passible d'une pénalité quotidienne du même montant, appliquée quotidiennement pour chaque journée complète et ce, jusqu'à ce que le manquement visé soit corrigé.

Si le manquement fait l'objet d'un avis, constat ou contravention émis par une autorité gouvernementale ou autre autorité compétente, une pénalité de 10 000\$ s'ajoute à celles décrites aux présentes clauses et ce, sans limiter l'application et la portée des articles « RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR » ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT » des clauses générales, comprenant notamment l'obligation d'indemniser Hydro-Québec qui y sont énoncées.

En sus de ces pénalités, l'entrepreneur demeure entièrement responsable de réparer tout dommage que lui ou ses sous-traitants ont causé à l'environnement.

En cas de retard ou d'omission, Hydro-Québec peut, après avoir donné un préavis écrit raisonnable selon les circonstances, réparer ou faire réparer les dommages et/ou en prévenir l'aggravation et ce, aux frais de l'entrepreneur au moyen de déductions sur les décomptes périodiques. À ces frais, s'ajoutent également les frais d'expertise, les frais de caractérisation, les analyses, les travaux de restauration ou de réparation requises.

En sus des dispositions qui précèdent, Hydro-Québec conserve l'ensemble des droits et recours à sa disposition selon la loi et le contrat, afin d'être dédommagée pour les dommages subis.

4.2.5 Pénalité pour mise hors service de l'usine à béton

L'usine à béton doit être maintenue en état d'opération en tout temps à l'exception des périodes prévues au contrat.

Les périodes de mise hors service pour l'entretien et la réparation de l'usine à béton doivent être planifiées avec Hydro-Québec au moins quarante-huit (48) heures à l'avance.

Pour chaque période non planifiée de mise hors service d'une unité de production excédant cinq (5) heures, Hydro-Québec déduit à l'entrepreneur, à titre de pénalité, une somme de trois mille dollars (3 000\$) par quart et par unité de production, à compter de la première heure de la mise hors service. Dans le cas d'une journée incomplète, la pénalité est établie au prorata des heures hors service.

4.2.6 Pénalité pour retard ou interruption de livraison de béton

En plus de la pénalité prévue à l'article 4.2.5, si la livraison du béton est retardée ou interrompue pour plus d'une (1) heure, Hydro-Québec déduit à l'entrepreneur, à titre de pénalité, une somme de mille six cents dollars (1 600\$) par heure ou fraction d'heure calculée au quart d'heure près au-delà de la première heure de retard ou d'interruption de la livraison.

4.2.7 Modalité d'application des pénalités

Chacun des termes stipulés peut engendrer l'application d'une pénalité. Les montants des pénalités pour retard précitées sont donc cumulatifs dans l'éventualité où plus d'un terme n'est pas respecté.

Le montant total de la pénalité contractuelle pour retard ne peut dépasser dix pour cent (10 %) du montant total du contrat, taxes et changements en cours de contrat exclus.

5 MATÉRIAUX, MATÉRIEL ET SERVICES

5.1 Matériaux fournis par Hydro-Québec

Hydro-Québec ne fournit aucun matériau

5.2 Matériel fourni par Hydro-Québec

Hydro-Québec ne fournit aucun matériel.

5.3 Services fournis par Hydro-Québec

5.3.1 Entretien des routes d'accès

Hydro-Québec fournit et entretient les routes d'accès au chantier autres que celles qualifiées construites et/ou entretenues par l'entrepreneur. Ces routes sont gardées libres et ne servent pas de lieu d'entreposage ou de stationnement.

5.3.2 Service téléphonique

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur deux lignes téléphoniques.

Les raccordements et débranchements des lignes téléphoniques, entre le réseau téléphonique d'Hydro-Québec et les borniers principaux dans la roulotte de l'entrepreneur, sont exécutés par Hydro-Québec.

Les poteaux à installer par l'entrepreneur, pour son réseau temporaire, doivent être disponibles avant qu'Hydro-Québec puisse compléter ces raccordements téléphoniques.

L'entrepreneur doit cependant concevoir, fournir, installer, entretenir et démanteler à la fin des travaux, tout le matériel nécessaire lui permettant d'utiliser les lignes téléphoniques mises à sa disposition. Les frais d'interurbain sont à la charge de l'entrepreneur.

À sa demande, l'entrepreneur peut obtenir jusqu'à deux lignes téléphoniques supplémentaires. Hydro-Québec facture mensuellement à l'entrepreneur ces lignes supplémentaires au tarif de base mensuel de cent dollars (100 \$) incluant les frais généraux et d'administration par ligne téléphonique supplémentaire plus les frais d'interurbain.

5.3.3 Service Internet

Hydro-Québec fournit à la roulotte de l'entrepreneur situé à l'aire d'entrepreneur un accès à un service Internet dont la vitesse est de 10 Mbits/sec. Toutefois, ce réseau n'est pas exclusif à l'entrepreneur. Dans le cas où la vitesse du réseau n'est pas suffisante pour les besoins de l'entrepreneur, ce dernier doit se raccorder sur un réseau autre que celui fourni par Hydro-Québec, et ce, à ses frais.

Hydro-Québec raccorde et débranche le lien Internet entre le routeur fourni par l'entrepreneur et le réseau d'Hydro-Québec.

5.3.4 Électricité

Hydro-Québec fournit gratuitement à l'entrepreneur l'énergie électrique selon les conditions suivantes :

- Un maximum de 150 kVA à 34,5 kV pour les besoins de ses installations temporaires à l'aire AE-20/RO-3. Cette puissance est fournie à partir de la ligne triphasée de 34,5 kV longeant la route principale d'accès au site de Romaine-3.
- un maximum de 600 kVA à 34,5 kV pour ses besoins à son aire d'entrepreneur AE-10. L'alimentation est fournie à partir d'une ligne triphasée à 34,5 kV temporaire longeant la route R4-10T. Le point de raccordement est situé à l'intersection des routes R4-10T et R4-20T.
- tous les coûts reliés aux raccordements, interruptions de courant et débranchements sont aux frais de l'entrepreneur. À titre informatif, ces frais sont de deux mille cinq cent dollars (2 500 \$) incluant les frais généraux d'administration et comprenant les travaux de branchement et de débranchement considérant un arrangement standard sans installation poteau. Ces frais ne sont chargés que pour le premier raccordement d'installation temporaire.

L'électricité fournie par Hydro-Québec ne doit pas être utilisée pour le concassage, le tamisage, le chauffage des bâtiments industriels, le chauffage de l'eau industrielle de l'usine à béton et pour le chauffage des granulats. Seules les roulottes de chantier peuvent être chauffées par l'électricité fournie par Hydro-Québec.

Hydro-Québec s'efforce de maintenir un approvisionnement ininterrompu d'électricité, mais ne peut garantir un service sans interruption de courant ou variation ou débalancement occasionnel de tension. Hydro-Québec ne peut être tenue responsable pour de telles interruptions ou variations, ni des dommages en découlant. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour satisfaire ses besoins afin d'opérer l'usine à béton et les équipements connexes pour la durée de la coulée de béton en cours dans tous les cas où le réseau de distribution d'Hydro-Québec est en panne ou hors service. Tous les coûts inhérents sont aux frais de l'entrepreneur.

5.3.4.1 Interruptions de service planifiées

Aux fins d'entretien ou de modification au réseau, Hydro-Québec effectue quatre (4) interruptions de courant annuellement entre les mois de mai et septembre inclusivement. Ces interruptions de service planifiées ont une durée de dix (10) heures chacune et se font du lundi au vendredi durant l'horaire normal de travail.

Hydro-Québec informe l'entrepreneur de la date précise de chaque interruption planifiée une semaine à l'avance.

5.3.5 Protection et gardiennage

Hydro-Québec organise un service de protection et de gardiennage à l'intérieur des limites du campement pour protéger ses installations, ses équipements et les travailleurs.

Hydro-Québec n'assume aucune responsabilité pour toute perte ou dommage de quelque nature et pour quelque cause que ce soit qui pourrait survenir aux matériaux et matériels de l'entrepreneur ainsi qu'aux biens personnels de ses employés.

5.3.6 Campement du Mista

5.3.6.1 Généralités

Hydro-Québec fournit gratuitement le vivre et le couvert au personnel de l'entrepreneur jusqu'à la fin des travaux au chantier aux conditions énoncées ci-après :

- Les services de vivre et couvert sont accessibles uniquement aux personnes dont l'affectation aux travaux de l'entrepreneur au chantier a fait l'objet d'une autorisation en conformité aux exigences pour l'affectation du personnel de l'article 2.4 « Accès au chantier » des présentes clauses particulières.
- Le maximum de logements, comprenant les studios, les dortoirs cadres et les dortoirs des travailleurs, mis à la disposition à l'entrepreneur, se limite à 20 places. Au-delà de cette limite, l'entrepreneur doit loger les travailleurs excédentaires hors du campement et assurer leur transport au chantier, le tout à ses frais.
- Sujet aux limitations mentionnées ci-dessus, le nombre d'employés pouvant recevoir les services de vivre et couvert est limité aux effectifs annoncés à la soumission. L'entrepreneur doit présenter à Hydro-Québec, au moins quinze (15) jours à l'avance, les motifs justifiant le dépassement des effectifs prévus. Hydro-Québec ne s'engage pas à accepter les demandes d'augmentation de services de vivre et couvert.

5.3.6.2 Logement du personnel

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur, un (1) studio de type « dortoir 20 cadres », à partir de la date de mobilisation de l'entrepreneur au chantier jusqu'à la fin des travaux.

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur, une (1) chambre de type « dortoir 14 cadres », à partir de la date de mobilisation de l'entrepreneur au chantier jusqu'à la fin des travaux.

Sujet aux limitations de l'article 5.3.6.1 « Généralités », tout autre employé de l'entrepreneur est logé dans des dortoirs comportant des chambres à occupation simple de types « dortoir 17 personnes » ou « dortoir 21 personnes » selon la disponibilité.

5.3.6.3 Dortoirs et chambres

Chaque dortoir est muni de son propre système sanitaire, de chauffage, d'éclairage et est équipé de lessiveuses et de sècheuses mises à la disposition de ses occupants. De plus, chaque chambre est équipée d'un petit réfrigérateur et les services de câblodistribution et d'Internet sans fil sont offerts gratuitement.

La téléphonie cellulaire est fonctionnelle au campement avec la technologie 3G pour les téléphones cellulaires personnels des employés.

Une prise murale pour le service téléphonique est disponible dans chaque chambre, si un travailleur désire un téléphone conventionnel dans sa chambre, Hydro-Québec facture à l'entrepreneur la somme de cent cinquante dollars (150 \$) par période de mobilisation pour couvrir les frais associés à la téléphonie IP. Les téléphones doivent être remis en bon état lorsque le travailleur est démobilisé. Les interurbains sont aux frais de l'occupant.

L'entretien ménager des dortoirs, le déneigement et le nettoyage des voies d'accès sont assurés par Hydro-Québec.

Il est interdit d'utiliser les lessiveuses et sècheuses des dortoirs et chambres pour le nettoyage des vêtements de travail tels que les salopettes et sarraus. Une lessiveuse et une sècheuse de type commerciale sont installées dans l'économat pour le nettoyage de ces vêtements de travail.

5.3.6.3.1 Clés des chambres

L'employé reçoit une clé pour la chambre qui lui est attribuée. Pour toute clé perdue et à remplacer qu'elle qu'en soit la raison, Hydro-Québec facture à l'entrepreneur la somme de quinze dollars (15\$).

5.3.6.4 Vivre

Les employés munis d'une carte d'accès au chantier valide ont accès gratuitement à la cafétéria du campement.

Deux (2) repas chauds sont servis chaque jour à la cafétéria du campement à l'exception des dimanches et des jours fériés où trois (3) repas chauds sont alors servis.

Le repas froid du milieu de la période de travail est mis à la disposition des employés de l'entrepreneur lors du repas précédent à la cafétéria. À cet effet, Hydro-Québec remet à chaque employé un sac réutilisable lors de son accueil au chantier. Les employés doivent utiliser leur sac réutilisable ou leur propre boîte à lunch.

De la soupe chaude est mise à la disposition de l'entrepreneur à la cafétéria du campement au repas du midi, ce dernier doit assurer le transport et la distribution à ses employés sur les lieux de travail. Par la suite, l'entrepreneur doit retourner les contenants à la cafétéria avant 14 h 30 la journée même.

5.3.6.5 Services médicaux

Lorsqu'applicable, et ce, tel que défini dans le *Règlement sur les normes minimales de premiers soins premiers secours*, Hydro-Québec fournit les services de premiers soins.

Une clinique de premiers soins est opérationnelle au campement durant la durée du présent contrat.

Les services d'un(e) infirmier(e) sont assurés pendant les heures régulières de travail. Un véhicule d'urgence est opéré par Hydro-Québec pour le transport des blessés ou des malades vers le Centre de santé et des services sociaux de la Minganie situé à Havre St-Pierre. En cas d'utilisation du service, l'entrepreneur est facturé au taux de mille deux cents dollars (1 200 \$) par déplacement.

L'entrepreneur doit assurer tous les services de soutien requis par tout employé sous sa juridiction requérant des services médicaux autres que ceux disponibles au chantier.

5.3.6.6 Autres services

Divers services sont offerts au campement selon la disponibilité des installations dont, notamment :

- un économat;
- un casse-croûte;
- un bar-salon;

- un centre de loisirs;
- un centre d'accueil;
- un terrain de jeux;

5.3.6.7 Absence prolongée des employés de l'entrepreneur

Pour tous les employés qui s'absentent du chantier pour une période consécutive de plus de cinq (5) jours, l'entrepreneur doit informer Hydro-Québec. À défaut de signifier cette absence, avant le départ du chantier de l'employé, l'entrepreneur est facturé au taux de cent cinquante dollars (150 \$) pour chaque journée d'absence. Ce taux inclut les frais généraux d'administration.

Tout employé de l'entrepreneur et de ses sous-traitants s'absentant pour une période de onze (11) jours consécutifs ou plus doit libérer la chambre qu'il occupe.

5.3.6.7.1 Sorties périodiques

Durant la période de pointe au campement, soit jusqu'au 31 octobre 2016, tout employé de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants doit libérer la chambre qu'il occupe lors des sorties périodiques. Cependant, Hydro-Québec fournit un service de consigne pour les effets personnels des employés.

5.4 Aires mises à la disposition de l'entrepreneur

5.4.1 Généralités

Les aires mises à la disposition de l'entrepreneur et leurs emplacements sont indiqués aux dessins qui accompagnent les clauses techniques particulières.

L'entrepreneur est responsable de réaliser toutes les activités nécessaires pour rendre les aires mises à sa disposition compatibles avec ses besoins tout en demeurant dans les limites requises par la nature du présent contrat.

Les aires de l'entrepreneur comprennent uniquement les endroits qui lui sont alloués par Hydro-Québec, notamment les lieux où sont exécutés les travaux, les aires d'entreposage, de déchargement et de montage. Les aires de déchargement et de montage ne sont pas destinées à l'usage exclusif de l'entrepreneur.

L'entrepreneur ne peut utiliser comme aire de travail les voies d'accès, digues, routes et passages à moins d'y avoir été préalablement autorisé par écrit par Hydro-Québec.

L'entrepreneur doit, pendant toute la durée du contrat, entretenir les aires mises à sa disposition, les routes d'accès et passages qu'il a construits pour ses besoins, de façon à ce que la circulation des piétons et des véhicules se fasse en toute sécurité.

5.4.2 Aire de services pour les installations temporaires

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur les aires suivantes (voir annexe P « Aires d'entrepreneur » des présentes clauses particulières) :

- Partie de l'aire AE-20/RO-3 :

Cette aire est située au km 117+400 de la route d'accès principale, près de l'intersection de la route de Romaine-4. Cette aire a été utilisée en partie par un autre entrepreneur pour des travaux à Romaine-4. L'entrepreneur peut y installer une roulotte.

- Aire AE-10 :

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur l'aire AE-10 pour ses installations temporaires au chantier. Cette aire, d'une superficie de 57 000 m² est remblayée avec les matériaux provenant des excavations de route. L'aire est disponible en deux phases soit une première de 15 000 m² et une deuxième phase de 42 000 m². Un tiers utilise une superficie de 10 000 m² du mois de novembre 2016 jusqu'au mois de juin 2017. L'entrepreneur doit libérer une superficie de 10 000 m² afin de permettre à un tiers d'y entreposer des matériaux granulaires à partir du mois d'août 2018.

L'entrepreneur peut aménager des aires de services où il peut ériger, à ses frais, bureaux, entrepôts, garages, ateliers, autres structures ou bâtiments qu'il juge nécessaires pour effectuer les travaux du contrat. Avant d'aménager les aires de services ou d'ériger toute installation temporaire de chantier, l'entrepreneur doit transmettre les dessins de ses installations temporaires de chantier et obtenir l'autorisation écrite d'Hydro-Québec.

De plus, les plans de construction des bâtiments que l'entrepreneur désire ériger doivent être transmis pour information à Hydro-Québec. Ces bâtiments doivent être conformes aux normes de sécurité et d'incendie du Québec. Toute construction est érigée, entretenue, opérée et enlevée par et aux frais de l'entrepreneur.

À la fin des travaux, l'entrepreneur doit démanteler l'usine à béton et toutes ses installations temporaires. Il doit aussi procéder au réaménagement du site. Les granulats qui n'ont pas été utilisés deviennent la propriété d'Hydro-Québec et doivent être placés en piles séparées de façon à être facilement accessibles pour utilisation ultérieure.

5.4.3 Aire d'entreposage et de préparation des explosifs

L'entrepreneur doit soumettre à l'acceptation d'Hydro-Québec, et ce, avant le début des travaux, un emplacement incluant ses accès pour les aires d'entreposage et de préparation des explosifs.

L'entrepreneur doit fournir et installer tous les matériaux et tout le matériel requis, incluant sa propre poudrière, selon les lois et règlements en vigueur dont notamment l'annexe 2.3 du Code de sécurité pour les travaux de construction.

L'entrepreneur doit obtenir tous les permis nécessaires.

5.4.4 Source d'emprunt

5.4.4.1 Dépôt de matériaux

Hydro-Québec a identifié aux clauses techniques particulières et aux dessins des dépôts comme sources de matériaux tels le till, le granulaire naturel, le sable à béton et à béton projeté.

5.4.4.2 Sable pour le sablage des routes

Le dépôt 21 situé dans le secteur Glapion peut être utilisé par l'entrepreneur pour s'approvisionner en sable pour le sablage des routes l'hiver.

Lors de l'exploitation du dépôt, l'entrepreneur doit prendre tous les moyens nécessaires pour ne pas contaminer ou perturber les zones du dépôt qu'il n'utilise pas et qui seront utilisées plus tard par d'autres. Ces moyens incluent notamment le chargement et le transport des produits de décapage ou des matériaux non conformes dans une aire de rejet adjacente au dépôt. L'entrepreneur doit aussi optimiser l'exploitation de la zone qui lui est attribuée afin d'en exploiter le plus grand volume possible. La granulométrie du sable du dépôt 21 est disponible à l'annexe Q des présentes clauses particulières.

5.4.4.3 Carrière

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur la carrière CA-1 pour la production des gros granulats à béton et de la pierre concassée.

5.4.5 Aire de rejet

Les produits d'excavation de mort-terrain en surplus peuvent être déposés dans l'aire de rejet AR-12 identifiée aux dessins d'appel de soumissions.



5.4.5.1 Matériau granulaire pour la construction de la route R4-27T

Le dépôt R-9,5 situé près de l'intersection de la route R4-41T et de la R4-27T peut être utilisé par l'entrepreneur pour la construction de la route R4-27T. Les caractéristiques du dépôt sont données à l'annexe S des présentes clauses particulières. Le dépôt contient au moins 80 000 m³ de matériaux granulaires. L'entrepreneur peut l'exploiter en respectant une distance minimum de 30 m par rapport aux cours d'eau.

5.4.6 Aire de disposition des déchets et résidus

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur un lieu d'enfouissement en tranchée au km 4 de la route principale. Ce dépôt ne peut recevoir que les ordures ménagères et les matériaux secs tels que définis dans le Règlement sur les déchets solides et tout autre déchet et résidu doit être transporté hors du chantier dans un site autorisé par les autorités compétentes. Le dépôt en tranchée est accessible deux (2) fois par semaine pour des durées de quatre (4) heures.

5.4.7 Aire d'élimination des rebuts de bois de construction

Dans le but de les valoriser, l'entrepreneur doit disposer les rebuts de bois de construction au site prévu à cet effet au km 112 de la route d'accès principale. L'aire de rebut est utilisée par plusieurs entrepreneurs et une coordination est requise avec ceux-ci.

On entend par rebuts de bois de construction tous matériaux composés principalement de matière ligneuse, notamment : les planches, madriers, panneaux de contreplaqué, panneaux de particules, palettes et coffrage à béton. Il est toutefois interdit d'entreposer les résidus de poteaux traités pour le transport de l'électricité.

L'accès au site se fait sur appel et les modalités sont données à l'entrepreneur lors de la réunion de démarrage.

5.5 Matériaux, matériels et services fournis par l'entrepreneur

À l'exception de ce qui est qualifié fourni par Hydro-Québec, l'entrepreneur doit fournir, toute la main-d'œuvre, les matériaux, le matériel, les services de transport et de déplacement jusqu'aux lieux des travaux et tous les autres accessoires et services nécessaires ou relatifs à l'exécution du contrat.

5.5.1 Services de construction de l'entrepreneur

5.5.1.1 Généralités

L'entrepreneur doit soumettre à Hydro-Québec sur des dessins signés et scellés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec tous les détails des services de construction dans les délais mentionnés à l'article 3.1 intitulé « Dates et délais principaux pour la réalisation des travaux » des présentes clauses particulières.

L'entrepreneur doit fournir, exploiter et entretenir les services de construction sur une base de sept (7) jours par semaine, vingt-quatre (24) heures par jour, pour la durée du contrat incluant les périodes des fêtes, les jours fériés et les périodes de vacances de la construction. À la fin du contrat, toutes les installations des services de construction doivent être démantelées par l'entrepreneur et demeurent sa propriété, à moins d'indications contraires.

Hydro-Québec a en tout temps le droit d'inspecter les services de construction de l'entrepreneur et d'exiger les modifications qu'elle juge nécessaires.

5.5.1.2 Eau industrielle

Pour son approvisionnement en eau industrielle, l'entrepreneur doit utiliser le lac 747 ou une autre source naturelle (ruisseau, rivière, etc.) sur approbation d'Hydro-Québec.

5.5.1.3 Eau potable

L'entrepreneur doit fournir l'eau potable pour tout son personnel.

5.5.1.4 Protection incendie

L'entrepreneur est entièrement responsable de la protection incendie de tout bâtiment prévu au présent contrat. Il doit fournir son propre système de protection incendie au moyen d'extincteurs portatifs ou de tout autre moyen qu'il juge approprié.

5.5.1.5 Système de communication

L'entrepreneur doit fournir et maintenir en tout temps pour ses besoins un système de communication radio entre toutes ses aires de travail. Il doit également maintenir en tout temps un moyen de communication avec la personne chargée d'assurer les mesures d'urgence. L'entrepreneur est responsable de son propre système de communication radio. Il peut utiliser le fournisseur de son choix.

5.5.1.5.1 Installation électrique temporaire

À partir du point de raccordement fourni par Hydro-Québec tels que décrit à l'article 5.3.4 des présentes clauses particulières, l'entrepreneur doit installer son propre réseau de distribution électrique incluant la fourniture et l'installation des fusibles ou disjoncteurs pour protéger ses circuits électriques et ses transformateurs. Cette protection doit être coordonnée avec le réseau d'Hydro-Québec, à la satisfaction de cette dernière avant son installation.

L'entrepreneur doit être en mesure de démontrer en tout temps à Hydro-Québec qu'il n'excède pas la puissance fournie par Hydro-Québec et qu'il conserve un facteur de puissance de 0,9, soit par mesurage ou soit par l'utilisation de dispositifs de protection adéquats.

5.5.1.5.2 Système de relèvement électrique pour alimenter l'usine à béton

L'entrepreneur doit installer un système de relèvement électrique indépendant du réseau d'Hydro-Québec pour que les deux unités de dosage de l'usine à béton restent pleinement opérationnelles en cas de panne ou lors des interruptions de service planifiées.

5.5.1.5.3 Démantèlement des services électriques

À la fin de ses travaux, l'entrepreneur doit enlever toutes les installations électriques temporaires aménagées pour ses propres besoins. L'entrepreneur doit exécuter tous les travaux nécessaires pour satisfaire cette exigence.

5.5.1.6 Services sanitaires

L'entrepreneur doit fournir, installer et entretenir des services sanitaires à ses lieux de travail pour ses employés et ceux d'Hydro-Québec. Les eaux usées doivent être récupérées et disposées.

5.5.1.7 Construction et entretien des routes et aires mises à la disposition de l'entrepreneur



L'entrepreneur doit entretenir pour ses propres besoins les routes décrites au tableau suivant ainsi que toutes les autres routes qu'il construit durant les périodes indiquées.

Routes	Périodes d'entretien	
R4-20T	Mobilisation	Réception provisoire 3.2.2.7
R4-40T	Mobilisation	Réception provisoire 3.2.2.7
R4-41T (entre les route R4-40T et R4-27T)	Mobilisation	Réception provisoire 3.2.2.7



L'entrepreneur doit également entretenir les aires mises à sa disposition pendant toute la durée de sa présence au chantier.

L'entretien des routes précitées et des aires mises à la disposition de l'entrepreneur doit inclure, entre autres :

- le nivelage;
- le remblayage et la réparation des nids de poule, affouillement, affaissement, érosion, ventres de bœuf, points mous, ornières et autres dommages;
- le déblaiement et l'enlèvement de la neige et l'épandage d'abrasif sur les surfaces glissantes;
- la réparation, le remplacement et le dégorgement des ponceaux, lorsque requis;
- le nettoyage et l'entretien des fossés;
- l'enlèvement des débris et déchets;
- le maintien de la cambrure des surfaces de toutes les chaussées, la réparation des rugosités, bosses et dépressions et l'enlèvement des cailloux lâches;
- le contrôle de la poussière.

L'entrepreneur doit tenir compte qu'il n'a pas l'usage exclusif des routes qu'il entretient.

5.5.1.8 Niveau de service

a) Entretien d'hiver

Pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit exécuter l'entretien d'hiver des routes, c'est-à-dire jour et nuit et sans interruption, les samedis, dimanches, fêtes légales ou autres.

Le déblaiement de la neige doit assurer le dégagement de la chaussée et des accotements.

Le niveau de service exigé pour l'opération de déneigement est caractérisé par le terme accumulation de neige. L'accumulation maximale est de 7 cm avec une fréquence d'intervention qui garantit que dans 80 % des cas, l'accumulation ne dépasse pas 7 cm. Lorsqu'il y a présence d'une couche de neige durcie ou de glace, l'entrepreneur doit utiliser une niveleuse à lames dentelées pour strier la surface, et ceci, jusqu'à ce que le niveau de service requis soit atteint.

L'entrepreneur doit déneiger sans interruption tant qu'il neige et aussi souvent qu'il le faut, pour permettre en tout temps la circulation des véhicules.

La priorité des endroits à déneiger pendant et après chaque chute de neige ou pendant des périodes de vent est le déneigement continu du centre de la route suivi du déneigement des accotements.

b) Entretien d'été

L'entrepreneur doit atteindre un niveau de service de telle sorte que la route reste sécuritaire en tout temps.

5.5.1.9 Périodes d'entretien

Dans le cadre du présent contrat, les périodes d'entretien sont :

- Hiver : du 1^{er} octobre au 30 avril ou entre la première et la dernière précipitation de neige ;
- Été : du 1^{er} mai au 30 septembre ou entre la dernière et la première précipitation de neige.

5.5.1.10 Poste de lavage des bétonnières et fosse pour le béton rejeté

L'entrepreneur doit construire et entretenir un poste de lavage pour le nettoyage des bétonnières des entrepreneurs clients ainsi qu'une fosse pour entreposer temporairement les rejets de béton. Le poste de lavage doit être opérationnel même en hiver.

Les résidus doivent être enfouis dans l'aire de rejet AR-12. Hydro-Québec se réserve le droit d'utiliser une autre aire de rejet, située à une distance maximale de trois (3) kilomètres.

5.6 Matériaux, matériel et services non contractuels fournis par Hydro-Québec

L'entrepreneur doit formuler une demande écrite à Hydro-Québec pour obtenir des matériaux, le matériel ou les services autres que ceux prévus aux articles 5.1 « Matériaux fournis par Hydro-Québec », 5.2 « Matériels fournis par Hydro-Québec » et 5.3 « Services fournis par Hydro-Québec » des présentes clauses particulières.

L'entrepreneur doit acquitter dans les trente (30) jours la facture couvrant tous les coûts réellement encourus par Hydro-Québec à la suite de l'acquisition de matériaux et de matériels ou ceux relatifs aux services rendus, plus quinze pour cent (15%) de frais applicables.

6 MODALITÉS ADMINISTRATIVES ET PAIEMENTS

6.1 Paiements progressifs

Les paiements sont effectués par Hydro-Québec selon les articles 14.1 « Paiement du prix contractuel », 14.2 « Décomptes périodiques », 14.8 « Décompte définitif » et 14.3 « Retenue de garantie » des clauses générales.

Le bordereau de prix de la formule de soumission ou toute autre ventilation acceptée par Hydro-Québec doit être utilisé aux fins de l'établissement des décomptes périodiques. L'acquittement des sommes est fait uniquement lorsque toutes les prescriptions de l'article 6.2.4 « Conditions de paiement » des présentes clauses particulières sont respectées.

6.1.1 Décomptes périodiques

Avant de produire une facture à Hydro-Québec, l'entrepreneur doit présenter un décompte périodique établissant son appréciation de l'avancement des travaux pour chacun des articles de bordereau de prix de la formule de soumission, auxquels s'ajoute tout autre paiement approuvé dans le cadre d'un avenant, notamment.

6.1.1.1 Forme des décomptes

L'entrepreneur doit produire ses décomptes périodiques, incluant son décompte définitif selon les formulaires FOR-AC-12a, FOR-AC-12b et FOR-AC-12c « Sommaire du décompte », « Décompte – Travaux contractuels » et « Décompte – Travaux complémentaires/supplémentaires » joints à l'annexe H des présentes clauses particulières ou selon les formulaires remis à la réunion de démarrage. L'entrepreneur doit présenter ses décomptes périodiques sur une base mensuelle, le samedi suivant le dernier vendredi du mois.

Les décomptes doivent être accompagnés des pièces justificatives demandées à l'article 6.2.4 des présentes clauses particulières.

6.1.1.2 Informations requises aux décomptes

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun des décomptes présentés comprend les informations suivantes :

- le nom de l'entrepreneur (ou sa raison sociale) ainsi que son adresse;
- le titre, le numéro de la commande et le numéro de contrat auquel ils se rapportent;
- la liste et la description de chaque article du bordereau de prix, de chaque avenant et de tout autre élément remboursable;

- son numéro de fournisseur Hydro-Québec et son numéro de référence pour facturation.

6.1.1.2.1 Déclaration de paiement et quittances

L'entrepreneur doit attester qu'il a complètement payé ses employés et sous-traitants, et qu'il a complètement payé toutes les contributions obligatoires et déductions exigées par les lois. En conséquence, la page frontispice de chacun des décomptes périodiques doit contenir une déclaration de l'entrepreneur à cet effet.

Malgré ce qui précède, l'entrepreneur peut avoir à fournir une quittance, dans la forme prescrite par Hydro-Québec, tel que spécifié à la clause 14 des clauses générales.

6.1.2 Facturation

6.1.2.1 Transmission de la facturation

6.1.2.1.1 Décomptes périodiques

L'entrepreneur doit établir chaque facture conformément au décompte périodique correspondant approuvé par Hydro-Québec.

La facture doit être transmise par courriel selon les modalités indiquées au lien suivant : "www.hydroquebec.com/soumissionnez/envoi-factures.html". De plus, deux (2) copies doivent être expédiées avec les pièces justificatives à l'administrateur de contrats.

Si elle est conforme, Hydro-Québec acquitte la facture correspondant au décompte périodique approuvé trente (30) jours après réception de cette dernière à l'adresse indiquée à la commande.

6.1.2.2 Traitement des taxes

Tous les montants faisant l'objet du contrat en regard des prix, taux, primes, etc. excluent les montants relatifs à la TPS et TVQ.

L'entrepreneur doit indiquer séparément sur chaque facture la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ). Les numéros d'inscription de l'entrepreneur, aux fins de la TPS et de la TVQ, doivent apparaître sur toute facture.

Si l'entrepreneur ne se conforme pas à ces exigences, Hydro-Québec peut refuser cette facture et la retourner pour correction ou rectification.

6.2 Interprétation du contrat

6.2.1 Obligation de l'entrepreneur

À tous les endroits dans le texte où les termes « est tenu » et « doit » sont utilisés, cela signifie que l'entrepreneur n'a droit à aucune rémunération particulière autre que celle déjà prévue au contrat, afin de respecter l'obligation en question.

6.2.2 Établissement des prix

Pour les travaux devant être réalisés dans le cadre du présent contrat et pour lesquels il n'existe aucun article spécifique au bordereau de prix de la formule de soumission, l'entrepreneur doit inclure le coût de ces travaux aux articles les plus appropriés du bordereau de prix.

De plus, à moins d'indications particulières ailleurs au contrat à cet effet, les termes « fourniture » et « fabrication » incluent le transport des marchandises à pied d'œuvre ou tel que prévu au contrat, et le terme « fabrication » inclut la fourniture des composants requis pour fabriquer la pièce ou le bien demandé.

6.2.3 Établissement de nouveaux prix

6.2.3.1 Prix forfaitaire ou unitaire

Dans tous les cas où Hydro-Québec demande d'effectuer des travaux non prévus au contrat et payables à forfait ou à prix unitaire, l'entrepreneur doit présenter son prix forfaitaire ou unitaire selon les éléments qui le constituent, dont notamment la main-d'œuvre, le matériel et les matériaux, les frais indirects et profits, les impacts ainsi que la sous-traitance, le cas échéant.

6.2.3.2 Dépenses contrôlées

Hydro-Québec rémunère l'entrepreneur pour les travaux exécutés en dépenses contrôlées en lui remboursant le coût de sa main-d'œuvre, de son matériel, de ses matériaux et de ses sous-traitants, et en lui accordant une indemnité pour ses frais indirects et son profit sous forme d'une majoration des coûts remboursables ou en l'intégrant aux taux déjà prévus au contrat, selon le cas.

À moins d'indication contraire ailleurs au contrat, les sommes provisionnelles prévues au bordereau de prix de la formule de soumission sont sujettes au présent article.

Ces coûts et cette indemnité sont calculés selon les modalités prévues à la clause 17 « Rémunération des travaux exécutés en dépenses contrôlées » des clauses générales. La seule majoration pour frais indirects et profits applicable aux travaux en dépenses contrôlés est celle soumise par l'entrepreneur à titre de frais indirects variables au bordereau de prix de la formule de soumission.

L'entrepreneur doit présenter son rapport journalier des travaux en dépenses contrôlées sous la forme prescrite par Hydro-Québec.

6.2.3.2.1 Coûts du matériel

Aux fins de l'application de l'article 17.2 «Coûts du matériel» des clauses générales du présent contrat, Hydro-Québec rémunère les coûts du matériel, lors de travaux réalisés en dépenses contrôlées, selon les «Taux de location d'équipements et outils – chantier Romaine» de l'annexe K des présentes clauses particulières.

6.2.3.2.2 Coûts de la main-d'œuvre régie par la Convention génie civil et voirie lors de travaux en dépenses contrôlées

En application à l'article 17.1 « Coûts de la main-d'œuvre » des clauses générales du présent contrat, Hydro-Québec rémunère les coûts de la main-d'œuvre régie par la Convention collective du secteur génie civil et voirie, lors de travaux réalisés en dépenses contrôlées, selon le tableau « Liste des taux de main-d'œuvre La Romaine » joint à l'annexe O des présentes clauses particulières.

Les taux horaires du tableau préparé par Hydro-Québec sont mis à jour en fonction des augmentations prévues à la Convention collective du secteur génie civil et voirie et des variations des charges sur salaire. Ceux-ci sont bonifiés d'un taux pondéré déterminé à partir des valeurs de la colonne taux général de l'unité de classification émis à la « Table des taux » publiée par la CNESST.

À noter que les taux horaires du tableau préparé par Hydro-Québec incluent la majoration de 3,33 % sur le salaire de base pour les huit (8) heures allouées pour le temps de transport à tous les vingt-huit (28) jours.

Aux fins du présent article, on entend par :

Taux pondéré : Valeur établie par Hydro-Québec et calculée en fonction de la nature et de la répartition théorique des travaux et du taux général des unités de classification correspondantes. Le taux pondéré remplace le taux personnalisé de l'entrepreneur de la CNESST. Pour le présent contrat le taux pondéré inclus aux taux horaires du tableau préparé par Hydro-Québec est de 5,21 %.

6.2.4 Conditions de paiement

6.2.4.1 Généralités

Pour tous les articles de la formule de soumission, Hydro-Québec effectue le paiement seulement pour les travaux conformes et documentés selon les exigences contractuelles.

Avant de transmettre son décompte périodique, l'entrepreneur doit faire approuver, par Hydro-Québec, l'état d'avancement de chacun des travaux pour lesquels il demande paiement pour la période courante. Les quantités demandées pour les articles à prix unitaire doivent être conciliées, avec Hydro-Québec, sur les formulaires appropriés selon la nature des travaux. Les pourcentages d'avancement pour les articles à prix forfaitaires doivent refléter la ventilation acceptée par Hydro-Québec conformément à l'article 6.3.1 des présentes clauses particulières.

La documentation qualité doit correspondre à l'état d'avancement des travaux et le système de gestion de la qualité de l'entrepreneur doit être mis en œuvre conformément aux exigences contractuelles.

6.2.4.2 Documentation devant accompagner les décomptes périodiques

Le décompte périodique initial doit être accompagné des éléments suivants, à défaut de quoi Hydro-Québec ne verse aucun acompte sur le paiement du prix contractuel :

- La remise par l'entrepreneur et l'acceptation par Hydro-Québec d'un programme de prévention spécifique aux travaux au chantier du présent contrat.
- La remise de la liste des sous-traitants, accompagnée de la preuve, lorsqu'un cautionnement pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services est fourni, qu'une copie de ce cautionnement leur a été transmise (réf. : 4.2.3 « Liste des sous-traitants choisis » des clauses générales).
- La remise des documents contractuels suivants: la garantie d'exécution, la garantie de paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services, ainsi que les preuves d'assurance (réf.: article 25 « Documents contractuels » des Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner pour contrats de travaux - Généralités).

Chacun des décomptes périodiques subséquents doit être accompagné des éléments énumérés ci-dessous. Hydro-Québec se réserve le droit de verser un acompte partiel dans les cas où les documents énumérés ci-dessous ne sont pas transmis, que la documentation qualité est incomplète ou le système de gestion de la qualité n'est pas mis en œuvre conformément aux exigences contractuelles.

- Les pièces justificatives démontrant l'état d'avancement des travaux accepté par Hydro-Québec.
- Le rapport des dépenses régionales pour les travaux du contrat (réf. : article « Suivi mensuel des retombées économiques régionales » des présentes clauses particulières).
- La facture de chacun des sous-traitants que l'entrepreneur considère admissible aux fins d'un remboursement prévu à l'article « Incitation à la sous-traitance régionale » des présentes clauses particulières.

- Le rapport mensuel et cumulatif des accidents pour les travaux en chantier seulement (réf. : article 12.3 « Conditions communes applicables au chantier de construction et à l'établissement » des clauses générales).
- La liste et échéancier de remise des dessins et autres documents techniques, ou sa mise à jour mensuelle (réf. : article 1 « Généralités » de l'annexe C des présentes clauses particulières).
- La mise à jour du programme détaillé d'exécution, tel que demandé à l'article 3.3.4 « Mise à jour » des présentes clauses particulières.
- Tout autre document requis selon les exigences du contrat.

6.3 Modalités de paiement

6.3.1 Généralités

À moins que les modalités de paiement soient précisées ailleurs au contrat, les acomptes sur tout prix forfaitaire apparaissant au bordereau de prix de la formule de soumission sont versés à l'entrepreneur selon des modalités convenues avec Hydro-Québec. À cette fin, l'entrepreneur doit fournir à Hydro-Québec une ventilation détaillée de tout prix forfaitaire pour lequel il demande un acompte, au plus tard un (1) mois avant la présentation du décompte périodique.

À défaut d'entente, l'entrepreneur est rémunéré en proportion de la valeur des travaux exécutés établie par Hydro-Québec.

6.3.2 Mobilisation et démobilisation

Hydro-Québec verse à l'entrepreneur les prix forfaitaires pour la mobilisation et la démobilisation, selon la répartition suivante:

Description	Répartition du montant	
	Mobilisation (installation et mise en service)	Démobilisation
Installations temporaires de chantier et usine à béton	90%	10%
Usine de tamisage	85%	15%
Usine de concassage en	85%	15%

Ces prix forfaitaires sont payables selon le fractionnement indiqué, après la mise en service des installations ou de la réception des équipements et, le cas échéant, après leur démobilisation complète.

Ces prix forfaitaires couvrent les frais reliés à la fourniture, au transport, à l'installation, à la mise en exploitation et à la démobilisation des équipements.

6.3.3 Frais indirects fixes

6.3.3.1 Mesure

La mesure pour le paiement des frais indirects fixes est la semaine (sem.).

6.3.3.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour les frais indirects fixes au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission. Les frais indirects fixes incluent notamment :

- Tous les frais de salaires et avantages sociaux du personnel qui n'est pas conventionné par la convention collective en vigueur et qui n'est pas affecté directement dans la construction des travaux;
- Tous les frais de salaires et avantages sociaux du personnel d'arpentage ;
- Les équipements et le matériel d'arpentage ;
- Les frais de déplacement de l'ensemble des employés de l'entrepreneur (transport aérien ou terrestre, pensions, etc.);
- Les frais liés aux réunions de sécurité, accueil, formations ou autres;
- Les frais des véhicules dédiés aux indirects pour :
 - le transport des employés (autobus, camionnette du personnel de gestion)
 - la manutention lors de la livraison de matériel au chantier (grue, camion-plate-forme, chariot élévateur, fardier)
 - l'entretien des cours ou des bâtiments temporaires (chargeur, camion-citerne, niveleuse, camion de service, etc.)
- Les tours d'éclairage ;
- Le coût d'achat ou de location de bâtiments, d'équipements ou accessoires ;
- Les ameublements, papeterie, ordinateurs, radio mobile, etc. ;
- Les frais de téléphonie, internet, de consommation électrique, de chauffage, etc.;
- Les frais de gardiennage et de sécurité (fourniture de matériel de premiers soins et de vêtements) ;
- Tous autres frais d'exploitation des installations temporaires;
- Les frais d'entretien des installations temporaires (dénivellement, réparation, nettoyage, etc.);
- Les frais pour des services externes (consultant, frais juridiques, laboratoire, support CATIA, etc.);
- Outils et équipements mineurs (ex. outils dans les ateliers);
- Les frais de cautionnement.

L'entrepreneur est rémunéré à partir de la date de début de la mobilisation pour le nombre de semaines théorique inscrit au bordereau de prix de la formule de soumission peu importe la durée de sa présence au chantier.

Advenant que le contrat soit prolongé à la suite d'un retard imputable à Hydro-Québec, la seule compensation auquel l'entrepreneur a droit au titre de frais indirects fixes est le montant hebdomadaire indiqué au bordereau de prix.

6.3.4 Frais indirects variables

6.3.4.1 Mesure

La mesure pour le paiement des frais indirects variables est le pourcentage (%).

6.3.4.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour les frais indirects variables au prorata de l'avancement des travaux réalisés payables au décompte périodique incluant les avenants selon le pourcentage indiqué au bordereau de prix. Les frais indirects variables incluent notamment :

- Les frais de financement
- Les frais d'assurance autres que ceux rémunérés autrement ;
- Les frais du siège social ;
- Les profits et le montant pour les imprévus.

Advenant une augmentation ou une diminution du prix à l'attribution, le montant des frais indirects variables est ajusté pour tenir compte de l'augmentation ou de la diminution dans une même proportion.

Pour les travaux effectués en dépenses contrôlées, l'entrepreneur n'a droit à aucune autre majoration.

6.3.5 Retombées économiques régionales

Hydro-Québec a prévu au bordereau de prix de la formule de soumission une somme provisionnelle pour le paiement de l'incitation à l'embauche de nouveaux diplômés d'un métier ou d'une occupation de l'industrie de la construction et pour le paiement de l'incitation à la sous-traitance régionale.

Hydro-Québec ne s'engage nullement à utiliser en tout ou en partie cette somme provisionnelle, celle-ci représentant le montant total et maximal payable pour les deux incitatifs dont les modalités sont énoncées ci-après.

6.3.5.1 Incitation à l'embauche de nouveaux diplômés d'un métier ou d'une occupation de l'industrie de la construction

L'entrepreneur doit d'abord remettre à Hydro-Québec les pièces justificatives établissant l'admissibilité du ou des travailleurs, conformément à l'article 2.13.1.2 des présentes clauses particulières.

Par la suite, l'entrepreneur doit déposer avec son décompte la preuve que le ou les nouveaux employés ont été à son emploi durant la période couverte. Sur acceptation de la preuve, l'entrepreneur a droit à un remboursement mensuel de quarante pour cent (40 %) de deux mille dollars (2 000 \$) par personne par mois accordés pour tout nouveau diplômé travaillant au chantier et répondant aux critères de l'article 2.13.1.2 des présentes clauses particulières. Si un employé n'a pas travaillé tout le mois, ce montant est ajusté au prorata du nombre de semaine travaillée. Le montant cumulatif admissible pour un même nouveau diplômé est de vingt mille dollars (20 000 \$).

Hydro-Québec effectue ce paiement à l'entrepreneur, dans le cadre des décomptes périodiques.

Ce paiement n'est pas soumis à l'application de la retenue garantie.

6.3.5.2 Incitation à la sous-traitance régionale

L'entrepreneur doit d'abord remettre à Hydro-Québec les pièces justificatives établissant l'admissibilité du sous-traitant, conformément à l'article 2.13.3.1 des présentes clauses particulières, soit :

- Le nom de l'entreprise, le secteur d'activité principale ainsi que la date d'admissibilité tel qu'inscrit au «Bottin des entreprises de la Côte-Nord sous la responsabilité de la Conférence Régionale des Élus de la Côte-Nord (CRÉ Côte-Nord)».
- Une déclaration à l'effet que l'ensemble des critères de l'article 2.13.3.1 des présentes clauses particulières est respecté.

À cette fin, l'entrepreneur doit utiliser le formulaire FOR-ENT-73 « Déclaration de conformité aux critères d'admissibilité – incitation à la sous-traitance régionale» joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

À la demande d'Hydro-Québec, l'entrepreneur doit fournir toute autre pièce justificative. Le défaut de l'entrepreneur de produire ces justificatifs rend inadmissible la demande de remboursement.

À la suite de l'acceptation d'Hydro-Québec de la valeur des travaux réalisés, des matériaux fournis, du matériel acquis ou des services rendus, Hydro-Québec effectue un paiement à l'entrepreneur, dans le cadre des décomptes périodiques, pour un montant de quarante pour cent (40 %) de la valeur approuvée de chaque facture.

Ce paiement n'est pas soumis à l'application de la retenue garantie.

6.3.6 Transport aérien, départ de l'aéroport de Natashquan

L'entrepreneur est rémunéré pour le transport aérien en partance de l'aéroport de Natashquan tel que prévu au contrat à même la somme provisionnelle prévue au bordereau de prix de la formule de soumission. Hydro-Québec ne s'engage nullement à utiliser en tout ou en partie cette somme provisionnelle, le paiement à l'entrepreneur étant fonction des transports aériens réellement effectués.

Cette rémunération n'est pas soumise à l'application de la retenue de garantie.

6.3.7 Entretien des routes

6.3.7.1 Mesure

La mesure pour l'entretien des routes est le mois. Un mois incomplet est payable au prorata du nombre de jours d'entretien effectués pendant ce mois.

6.3.7.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour les travaux d'entretien d'hiver et d'été des routes et accès, le tout tel que prévu au contrat, aux prix unitaires respectifs soumis au bordereau de prix de la formule de soumission selon les quantités effectivement réalisées et acceptées par Hydro-Québec. Les périodes d'hiver et d'été sont définies à l'article 5.5.1.9 des présentes clauses particulières.

6.3.8 Assurances souscrites par l'entrepreneur

Les paiements des prix soumis pour la fourniture des assurances « Responsabilité civile générale », « Responsabilité civile environnementale » et « Risques d'entrepreneur » sont faits mensuellement entre le moment de la mobilisation au chantier de l'entrepreneur et sa démobilisation suivant la réception par Hydro-Québec d'une copie des polices conformes aux exigences du contrat.

L'entrepreneur doit fournir les preuves de paiements produites par l'assureur.

Cette rémunération n'est pas soumise à l'application de la retenue de garantie.

6.3.9 Fabrication et fourniture du béton frais

6.3.9.1 Mesure

La mesure pour le paiement de la fabrication et la fourniture du béton frais est le mètre cube (m³). Le volume d'un mètre cube produit par l'usine selon les mélanges acceptés par Hydro-Québec doit être vérifié et accepté par Hydro-Québec pour chaque mélange ou changement de mélange.

6.3.9.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fabrication et la fourniture du béton frais aux entrepreneurs clients selon le prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission pour les quantités effectivement fabriquées et acceptées par Hydro-Québec. Le prix inclut notamment la manutention des granulats autour de l'usine à béton, l'alimentation et l'opération de l'usine à béton, la réception, la manutention et l'incorporation des adjuvants et du ciment aux mélanges à béton et toute autre fourniture et opération connexe.

La main-d'œuvre ainsi que la glace, le chauffage de l'eau de gâchage et des granulats sont exclus des coûts de cet article.

L'entrepreneur n'est pas rémunéré pour la fabrication du béton non-conforme aux exigences des clauses techniques particulières non plus pour les constituants d'un tel béton et ce béton doit être transporté dans l'aire de rejet désignée par Hydro-Québec. De plus, l'entrepreneur n'est pas rémunéré pour la fourniture du béton servant aux tests de convenance.

6.3.10 Main-d'œuvre selon l'horaire normal pour la fabrication et la fourniture du béton frais

6.3.10.1 Mesure

La mesure pour le paiement des coûts de la main-d'œuvre du quart de jour ou du quart de nuit relativement à la fabrication et la fourniture du béton frais est la semaine (sem.) de six (6) jours. Toutes les semaines où Hydro-Québec demande la disponibilité de l'usine à béton sont payables, nonobstant la quantité de béton effectivement produite durant cette semaine et le nombre effectif de jours de production. Toute semaine incomplète, notamment celles où il y a des jours fériés non travaillés, est calculée au prorata du nombre de jours travaillés dans cette semaine.

6.3.10.2 Paiement

Le paiement des coûts de la main-d'œuvre selon l'horaire normal au site de l'usine à béton relativement à la fabrication et à la fourniture du béton frais et incluant, lorsque requis les périodes de pause, est fait au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon le nombre de semaines complètes et incomplètes demandées et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.11 Main-d'œuvre en temps supplémentaire pour la fabrication et la fourniture du béton frais

6.3.11.1 Mesure

La mesure pour le paiement des coûts de la main-d'œuvre en temps supplémentaire au site de l'usine à béton, relativement à la fabrication et à la fourniture du béton, est faite au nombre d'heures (heure) travaillées en dehors des heures normales de fourniture de béton, calculée à la demi-heure près.

Les heures en temps supplémentaires peuvent être faites avant le début d'un quart de travail, pendant la période du repas du milieu du quart de travail ou à la fin d'un quart de travail.

Les heures requises avant ou après un quart de travail pour démarrer l'usine ou pour la fermer ne sont pas mesurées.

6.3.11.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour les coûts de la main-d'œuvre en temps supplémentaire relativement à la fabrication et à la fourniture du béton au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon le nombre d'heures en temps supplémentaire demandées par Hydro-Québec.

6.3.12 Fourniture du ciment

6.3.12.1 Mesure

La mesure pour le paiement de la fourniture de chaque type de ciment utilisé pour la fabrication du béton est la tonne (t).

Le nombre de tonnes payables est calculé selon les proportions de ciment requises dans chacun des mélanges approuvés par Hydro-Québec, selon les classes et les quantités de béton produites par l'usine à béton et acceptées par Hydro-Québec.

Le ciment qui pourrait être en surplus dans les silos à la fin des travaux n'est pas mesuré.

6.3.12.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fourniture de chaque type de ciment requis pour la fabrication du béton, incluant notamment la fourniture, le chargement, le transport, le déchargement et l'entreposage du ciment, le tout tel que prévu au contrat, aux prix unitaires respectifs soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon les quantités effectivement utilisées et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.13 Fourniture de glace

6.3.13.1 Mesure



La mesure pour le paiement de la fourniture de la glace incorporée aux mélanges à béton est la tonne (t). Le nombre de kilogrammes payables est calculé selon la proportion de glace ajoutée dans chacun des mélanges approuvés par Hydro-Québec, selon les classes et les quantités de béton produites par l'usine à béton.

6.3.13.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fourniture de la glace requise à l'usine à béton, incluant la fabrication, le transport le cas échéant, l'entreposage, l'incorporation de la glace aux mélanges de béton, le tout tel que prévu au contrat, au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon le nombre de kilogrammes de glace demandés par Hydro-Québec.

6.3.14 Fourniture des adjuvants à béton

Hydro-Québec a prévu une somme provisionnelle au bordereau des prix de la formule de soumission pour le paiement des adjuvants incorporés aux mélanges de béton. Hydro-Québec ne s'engage pas à dépenser l'entièreté de cette somme.

Sur présentation des factures des fournisseurs, Hydro-Québec rembourse à l'entrepreneur les coûts encourus pour la fourniture et le transport des adjuvants incorporés dans les mélanges de béton, selon les quantités réellement utilisées et approuvées par Hydro-Québec.

Les coûts de manutention, d'incorporation au béton ainsi que les pertes de ces adjuvants doivent être incorporés dans les coûts de fabrication du béton.

6.3.15 Granulats fins à béton

6.3.15.1 Mesure

La mesure pour le paiement des granulats fins est la tonne (t). Le nombre provisoire de tonnes payables est calculé par arpentage conjoint entre Hydro-Québec et l'entrepreneur de la pile de réserve au site de l'usine à béton. Le nombre provisoire maximum de tonnes payables est limité par Hydro-Québec à 90% de la quantité prévue au bordereau de prix. Pour les fins de ce calcul uniquement, la masse volumique en pile de réserve des granulats fins est de 1,66 tonnes (t) par mètre cube (m^3).

Le nombre final de tonnes payables pour les granulats fins est calculé selon les proportions de granulats fins requis dans chacun des mélanges de béton approuvés par Hydro-Québec, selon les classes et les quantités de béton produites par l'usine à béton et acceptées par Hydro-Québec. La masse des granulats fins utilisés pour la fabrication du béton doit être corrigée pour tenir compte de leur teneur en eau libre, en conformité avec la norme CAN/CSA A23.1-M90.

À ce nombre final de tonnes s'ajoutent :

- la masse des granulats fins fournis à des entrepreneurs clients sur demande d'Hydro-Québec;
- la masse des granulats fins non utilisés à la fin des travaux calculée par arpentage conjoint entre Hydro-Québec et l'entrepreneur de la pile de réserve au site de l'usine à béton. Pour les fins de ce calcul, la masse volumique en pile des granulats fins en pile de réserve est de $1,66 \text{ t} / \text{m}^3$.

Le nombre total de tonnes payable calculé selon les paragraphes précédents ne doit pas excéder la quantité indiquée au bordereau de prix lors de la soumission.

6.3.15.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fabrication, le transport, la mise en pile et le cas échéant le chargement dans les camions des entrepreneurs clients des granulats fins, au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon les quantités effectivement mises en pile ou chargées et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.16 Gros granulats à béton

6.3.16.1 Mesure

La mesure pour le paiement des gros granulats est la tonne (t). Le nombre provisoire de tonnes payables est calculé par arpentage conjoint entre Hydro-Québec et l'entrepreneur des piles de réserve au site de l'usine à béton. Le nombre provisoire maximum de tonnes payables est limité par Hydro-Québec à 90% des différentes quantités prévues au bordereau des prix. Pour les fins de ce calcul uniquement, la masse volumique en pile de réserve de chacun des types de gros granulats est la suivante :

- granulats classe 40-20 : $1,80 \text{ t} / \text{m}^3$;
- granulats classe 20-10 : $1,70 \text{ t} / \text{m}^3$;
- granulats classe 10-5 : $1,62 \text{ t} / \text{m}^3$;

Le nombre final de tonnes payables pour un type de gros granulats est la somme des quantités de ce granulat calculées selon les proportions de gros granulats requis dans chacun des mélanges approuvés par Hydro-Québec, selon les classes et les quantités de béton produites par l'usine à béton et acceptées par Hydro-Québec.

À ce nombre final de tonnes de chaque type de gros granulats s'ajoute la masse des gros granulats fournis à des entrepreneurs clients sur demande d'Hydro-Québec. Le nombre de tonnes payables est calculé selon la masse indiquée sur les bordereaux de livraison émis par le système de pesage embarqué du chargeur de l'entrepreneur.

6.3.16.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fabrication, le transport, la mise en pile et le cas échéant le chargement dans les camions des entrepreneurs clients des gros granulats, aux prix unitaires respectifs soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon les quantités effectivement mises en piles ou chargées et acceptées par Hydro-Québec. Le paiement du granulat 10-5 et 10-2.5 comprend le paiement pour la fabrication des granulats 10-5a et 10-2.5a selon la norme SN-26.1.

6.3.17 Chauffage de l'eau de gâchage et des granulats

6.3.17.1 Mesure

La mesure pour le paiement du chauffage de l'eau de gâchage et des granulats est la semaine (sem.) de sept (7) jours complète. Dans le cas d'une semaine non complète, la mesure est faite au prorata des journées ayant requis du chauffage durant la semaine.

6.3.17.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour le chauffage de l'eau de gâchage et des granulats de l'usine à béton, incluant l'installation, le carburant et l'exploitation du système, le tout tel que prévu au contrat, au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon le nombre de semaines ayant requis du chauffage et demandées par Hydro-Québec.

6.3.18 Fabrication de la pierre concassée pour des entrepreneurs clients

6.3.18.1 Mesure

La mesure pour le paiement de la fabrication de la pierre concassée pour des entrepreneurs clients est la tonne (t).

Le nombre de tonnes payables est calculé par arpentage conjoint entre Hydro-Québec et l'entrepreneur des piles de réserve faites au site de l'usine à béton. Pour les fins de ce calcul uniquement, la densité en pile de réserve de chacun des types de pierre concassée pour les entrepreneurs clients est la suivante:

- Pierre concassé MG-20b: 1,85 t / m³
- Pierre concassé MG-56: 1,99 t / m³

6.3.18.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fabrication et la mise en pile de la pierre concassée, le tout tel que prévu au contrat, aux prix unitaires respectifs soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon les quantités effectivement mises en pile et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.19 Chargement de la pierre concassée pour des entrepreneurs clients

6.3.19.1 Mesure

La mesure pour le paiement du chargement de la pierre concassée pour des entrepreneurs clients est la tonne (t).

Le nombre de tonnes payables est calculé selon la masse indiquée sur les bordereaux de livraison émis par le système de pesage embarqué du chargeur de l'entrepreneur.

6.3.19.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour le chargement de la pierre concassée dans les camions des entrepreneurs clients, le tout tel que prévu au contrat, aux prix unitaires respectifs soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon les quantités effectivement chargées et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.20 Système de relève électrique

Le système de relève électrique comprend la fourniture, l'installation et la démobilisation du système de relève électrique et fait l'objet d'un prix forfaitaire au bordereau.

Ce prix forfaitaire est payable selon le fractionnement suivant: 80% pour la fourniture et la mobilisation et 20% pour la démobilisation complète.

6.3.21 Opération du système de relève électrique

6.3.21.1 Mesure

La mesure pour le paiement de l'opération du système de relève électrique est l'heure.

6.3.21.2 Paiement

L'opération du système de relève électrique comprend la main d'œuvre incluant les périodes de pause, le carburant et tous les éléments nécessaires au bon fonctionnement du système. Le paiement est effectué selon le nombre d'heures complètes demandées et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.22 Construction de la route R4-27T

L'entrepreneur est rémunéré pour les travaux de construction de la route R4-27T incluant notamment la conception, la construction, les ponceaux, les blocs de sécurité, la signalisation et le démantèlement le tout, tel que prévu au contrat, au prix forfaitaire soumis au bordereau des prix de la formule de soumission.

6.4 Indexation du prix contractuel

6.4.1 Variation du coût de la main-d'œuvre au chantier

6.4.1.1 Convention collective du secteur génie civil et voirie et réglementation

Tous les coûts de la main-d'œuvre au chantier, dont ceux assujettis à la Convention collective du secteur génie civil et voirie de l'industrie de la construction du Québec (ci-après appelée « convention ») en vigueur doivent être inclus dans les prix soumissionnés. Hydro-Québec ne participe pas à un ajustement de ces coûts.

Par coût de la main-d'œuvre, Hydro-Québec entend les coûts des salaires et des charges sur salaires. Aux fins de la soumission, les charges sur salaires doivent comprendre tous les frais reliés aux coûts des salaires et payés par l'entrepreneur, incluant les primes et les frais de déplacement prévus dans la convention.

6.4.1.2 Nouvelle convention

Lorsqu'une nouvelle convention est adoptée légalement ou à défaut, toute loi y tenant lieu, Hydro-Québec verse à l'entrepreneur une compensation représentant 75% de la variation théorique du coût de la main-d'œuvre basée sur la valeur des travaux admissibles réalisés. Cette compensation couvre, les coûts associés à la variation des taux de la main-d'œuvre pouvant survenir à la suite de l'adoption d'une nouvelle convention collective.

Cette compensation est versée à l'entrepreneur une fois par année au décompte périodique du mois d'avril pour les travaux réalisés au cours des douze (12) derniers mois.

Si les coûts associés à la main-d'œuvre diminuent, l'entrepreneur doit consentir à Hydro-Québec les crédits applicables selon le même calcul.

6.4.1.3 Calcul de la compensation versée par Hydro-Québec

Le calcul de la compensation versée par Hydro-Québec pour la variation du coût de la main-d'œuvre au chantier se fait selon la formule suivante :

$$C = 75\% \text{ PTR} \times \text{MO} \times \text{TAS}$$

où

$$C = \text{Compensation versée par Hydro-Québec pour la variation du coût de la main-d'œuvre au chantier}$$

PTR = Somme des prix des travaux admissibles réalisés au chantier durant la période indexée. Les prix soumis exclusivement pour la conception, le transport et les travaux non assujettis à la convention, les allocations, les frais indirects et les sommes provisionnelles prévues au bordereau de prix de la formule de soumission ne sont pas indexés en vertu du présent article.

MO = Proportion de main-d'œuvre de la somme des articles du bordereau de prix admissible soit :

- Cinquante pourcent (50 %) du prix représente la main-d'œuvre
- Cinquante pourcent (50 %) du prix représente des matériaux et/ou du matériel;

TAS = Taux moyen (%) d'augmentation salariale pour la période indexée des corps de métiers suivant :

- | | | |
|-------------------------|--------------------------|--|
| • Arpenteur | • Ferblantier | • Opérateur de pelles mécaniques classe AA |
| • Calorifugeur | • Foreur | |
| • Charpentier-menuisier | • Manœuvre | • Opérateur d'équipement lourd classe AA |
| • Cimentier applicateur | • Manœuvre spécialisé | • Soudeur |
| • Électricien | • Mécanicien de chantier | • Tuyauteur |

7 EXIGENCES PARTICULIÈRES

7.1 Santé et sécurité

7.1.1 Exigences générales

Les prescriptions pour assurer la santé et la sécurité lors de la réalisation des travaux faisant l'objet du présent contrat sont jointes à l'annexe A des présentes clauses particulières et au programme de prévention du maître d'œuvre.

7.1.2 Programme de prévention du maître d'œuvre

Le programme de prévention du maître d'œuvre est disponible à l'entrepreneur à l'adresse suivante :

<http://www.hydroquebec.com/romaine/documents/programme-prevention-r3.html>

Réf. : Annexe A, article 1.2

7.1.3 Exigences complémentaires

7.1.3.1 Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec

7.1.3.1.1 Application du code de sécurité des travaux

Dans le cadre du présent contrat, le code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec ne s'applique pas.

Conséquemment, les articles suivants de l'annexe A sont donc exclus du présent contrat, soit : 3.1, 3.2, 3.3, 3.3.1, 3.3.2, 3.4 et 4.1.

Réf. : Annexe A, article 1.1

7.1.3.2 Séances et formations

7.1.3.2.1 Durée de la séance d'accueil

La séance d'accueil est d'une durée de deux (2) heures.

Réf. : Annexe A, article 1.5

7.1.3.2.2 Lieu des séances et des formations

La séance d'accueil, la séance d'information des nouveaux travailleurs de la construction œuvrant dans les chantiers et les installations d'Hydro-Québec et la séance d'information sur le rôle et responsabilités en matière de santé et de sécurité au chantier à l'intention des contremaîtres et des superviseurs d'entrepreneurs ainsi que toute formation ou information diffusée par Hydro-Québec se tiennent au campement du Mista.

Réf. : Annexe A, articles 1.5, 3.1 à 3.3 et 3.5

7.1.3.3 Responsable de la gestion de la sécurité au chantier

L'entrepreneur doit désigner un responsable de la sécurité parmi son personnel de gérance de travaux au chantier.

Réf. : Annexe A, article 2.1

7.1.3.4 Travaux avec explosifs

L'entrepreneur ne peut s'approvisionner, utiliser, ni entreposer au chantier de la dynamite, de la poudre de mine, des détonateurs, ni aucune autre matière explosive, sans l'autorisation préalable et écrite d'Hydro-Québec et conformément aux modalités qu'elle détermine.

7.1.3.4.1 Permis

Avant d'effectuer tout travail avec explosifs, l'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec les permis de bouteux affectés au sautage ainsi que tous les autres permis requis aux fins du transport, de l'entreposage et de la manutention des explosifs.

7.1.3.4.2 Méthodes de forage et de sautage

L'entrepreneur doit tenir quotidiennement à jour un journal de tir où il doit notamment identifier tout trou raté, trou ayant fait canon ou fond de trou contenant des explosifs. Une (1) copie de ce journal doit être remise hebdomadairement à Hydro-Québec.

Le programme de prévention de l'entrepreneur, tel que décrit à l'article 2.2 de l'annexe A, doit élaborer les mesures à prendre afin d'assurer que le matériel, les bâtiments ainsi que tout le personnel à proximité des travaux de sautage soient évacués ou protégés adéquatement.

7.1.3.4.3 Nettoyage des faces et des fonds de fouille

Les faces et les fonds de fouille d'une excavation de roc doivent être nettoyés et inspectés minutieusement conformément aux exigences aux clauses techniques particulières.

L'entrepreneur doit notamment :

- nettoyer les faces ou les fonds de fouille en enlevant les matériaux lâches et dynamités ainsi que tout autre débris au moyen de matériel approprié;
- s'assurer, lors de ce nettoyage mécanique, que toute personne présente sur les lieux soit à une distance adéquate du site des travaux et en sécurité;
- enlever ou neutraliser tout explosif ou agent de tir non explosé.

7.1.3.4.4 Remise des sites d'excavation

Lorsqu'il a complété les travaux d'excavation et le nettoyage d'un site particulier, l'entrepreneur, au moyen d'un certificat écrit, doit confirmer à Hydro-Québec que toute personne peut alors y accéder et en disposer en toute sécurité.

7.2 Environnement

7.2.1 Clauses environnementales normalisées d'Hydro-Québec

En plus des lois et des règlements des divers paliers de gouvernements, l'entrepreneur doit respecter les clauses environnementales normalisées d'Hydro-Québec applicables au présent contrat.

No de l'article	Titre de l'article	Applicable	Sous article Non applicable	Non Applicable	Type de pénalité réf : 4.2.4
1	Généralités	x			A
2	Bruit	x	2.3		A
3	Carrières et sablière	x			B
4	Déboisement	x			B
5	Déneigement	x			A
6	Déversement accidentel de contaminants	x			A
7	Drainage	x	7.2		A
8	Eau brute et eau potable	x			B
9	Eaux résiduelles	x			B
10	Excavation et terrassement	x			A
11	Forage et sondage			x	A
12	Franchissement des cours d'eau	x			C
13	Halocarbures			x	A
14	Hexafluorure de soufre (SF ₆) et Tétrahydrofur de carbone (CF ₄)			x	A
15	Matériel et circulation	x			B

No de l'article	Titre de l'article	Applicable	Sous article Non applicable	Non Applicable	Type de pénalité réf : 4.2.4
16	Matières dangereuses	x	16.3		A
17	Matières résiduelles	x	17.4		A
18	Milieu agricole			x	B
19	Patrimoine et archéologie	x	19.1		A
20	Qualité de l'air	x			A
21	Remise en état des lieux	x	21.3		B
22	Réservoirs et parc de stockage de produits pétroliers	x			A
23	Sautage à l'explosif			x	A
24	Sols contaminés	x			B
25	Travaux en eau	x			C
26	Travaux en milieux humides	x			C

L'ensemble des clauses environnementales normalisées d'Hydro-Québec est joint à l'annexe B des présentes clauses particulières.

7.2.2 Exigences complémentaires

En complément aux exigences environnementales normalisées applicables, l'entrepreneur doit également respecter les clauses environnementales complémentaires suivantes :

7.2.2.1 Eaux de pompage

Les eaux pompées pour assécher des zones de travail et les eaux résiduaires, lorsque rejetées dans l'environnement en général, ne doivent pas contenir une concentration supérieure à 15 mg/l d'huiles et graisses. De plus, si les eaux sont rejetées en milieu hydrique, elles ne doivent pas contenir une concentration supérieure à 25 mg/l de matières en suspension.

7.2.2.2 Responsabilités et qualifications du responsable environnement

Comme mentionné à l'article 1.2 « Responsable environnement » de l'annexe B, l'entrepreneur doit désigner un responsable environnement parmi son personnel de gérance des travaux au chantier. Par compétence, Hydro-Québec sous-entend que le responsable environnement doit avoir une connaissance suffisante des lois et des règlements en environnement pour exercer ses fonctions.

7.2.2.3 Diffusion des exigences environnementales

En plus des exigences mentionnées à l'article 1.1 «Communication des exigences environnementales» des clauses environnementales normalisées, l'entrepreneur doit, pour sa séance d'information à ses employés incluant ceux de ses sous-traitants, utiliser et compléter le formulaire E-DP-SGE-FO10 «Registre d'accueil en environnement des employés de l'entrepreneur» joint à l'annexe H des présentes clauses particulières. La signature de chacun des employés atteste que l'information a été transmise.

7.3 Dessins et autres documents techniques

L'entrepreneur doit respecter les prescriptions décrites à l'annexe C des présentes clauses particulières pour la production et la transmission à Hydro-Québec des dessins et autres documents techniques.

7.3.1 Exigences complémentaires

7.3.1.1 Nombre de copies de dessins et autres documents techniques

L'entrepreneur n'a pas à transmettre à Hydro-Québec, pour vérification de conformité, de copie papier des dessins et/ou autres documents techniques, il doit les déposer dans MCT/HydroDoc.

Hydro-Québec ne retourne aucune copie des dessins et autres documents techniques pour les activités de conception et de fabrication avec le statut de vérification de conformité. L'entrepreneur doit récupérer sa copie à partir de MCT/HydroDoc.

Pour les autres phases des travaux telles la construction et l'installation, Hydro-Québec ne retourne aucune copie papier, l'entrepreneur doit récupérer sa copie à partir de MCT/HydroDoc.

Réf. : Annexe C, articles 2.2, 2.5.1, 2.5.2, 3.2 et 5.

7.4 Gestion de la qualité

Pour le présent contrat, les exigences pour la gestion de la qualité sont décrites de façon générale à l'annexe D des présentes clauses particulières et sont précisées à l'article 7.4.1 « Exigences complémentaires » des présentes clauses particulières.

7.4.1 Exigences complémentaires

7.4.1.1 Système de gestion de la qualité

Tel qu'il est indiqué à l'article 1 « Obligations de l'entrepreneur » de l'annexe D, des présentes clauses particulières, l'entrepreneur doit maintenir un système de gestion de la qualité enregistré à la norme ISO-9001 en vigueur.

Les sous-traitants agissant comme concepteurs ou fabricants doivent également maintenir un système de gestion de la qualité enregistré à la norme ISO-9001 en vigueur.

Les sous-traitants réalisant des travaux de concassage et tamisage n'ont pas à maintenir un système de gestion de la qualité enregistré à la norme ISO-9001.

7.4.1.2 Contrôles, essais et laboratoire d'essais au chantier

7.4.1.2.1 Contrôles et essais en cours de réalisation

Nonobstant toute indication contraire au contrat, tous les essais exigés dans le cadre du présent contrat sont effectués par Hydro-Québec.

7.4.1.3 Responsable de la qualité de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit désigner parmi son personnel au chantier une personne pouvant agir comme responsable de la qualité et inspecteur.

Nonobstant ce qui est indiqué aux articles 4.1 « Responsable de la qualité de l'entrepreneur » et 4.2 « Inspecteurs de l'entrepreneur » de l'annexe D des présentes clauses particulières, cette personne n'a pas à détenir toutes les qualifications exigées.

Réf. : Annexe D, articles 4.1 et 4.2

7.4.1.4 Plan qualité

L'entrepreneur n'a pas à élaborer un plan qualité tel qu'il est indiqué à l'article 5 « Plan qualité » de l'annexe D, des présentes clauses particulières pour les autres activités.

7.5 Documents administratifs

L'entrepreneur doit transmettre les correspondances administratives de la façon suivante :

L'original, en format Acrobat (version en vigueur à Hydro-Québec) sans aucune copie papier.

Réf. : Annexe E

7.6 Règles d'écriture

7.6.1 Identification des documents

Tout document émis dans le cadre de la réalisation du présent contrat doit avoir une identification unique selon les règles d'écriture jointe à l'annexe F des présentes clauses particulières.

Tel que décrit dans les règles d'écriture, insérer le cartouche dans le coin supérieur droit de chaque document, et compléter ce cartouche selon les informations qui seront transmises à l'entrepreneur lors de la réunion de démarrage. À cette fin, l'entrepreneur doit être en mesure de numériser les documents ou les dessins émis au format demandé.

7.7 Système de la maîtrise de la configuration technique (MCT)

Dans le cadre du présent contrat, l'entrepreneur doit utiliser le système informatique de maîtrise de la configuration technique (MCT).

Réf. : Annexe G

7.8 Formulaires à compléter en cours de contrat

L'annexe H des présentes clauses particulières contient les gabarits des principaux formulaires que l'entrepreneur doit compléter en fonction de la nature des travaux et des exigences du contrat.

Les formulaires qualifiés « standardisé » ne doivent pas être modifiés. Pour ceux non standardisés, Hydro-Québec se réserve le droit d'ajuster certains formulaires.

8 LEXIQUE

Aux fins des présentes clauses particulières, les mots ci-dessous ont la signification suivante. Chacune de ces définitions s'applique également à toutes les sections du présent contrat si le mot n'est pas spécifiquement défini à la section où il se trouve.

8.1 Administrateur de contrat

Le responsable de l'administration du contrat désigné à la commande ou toute autre personne que ce dernier a déléguée.

8.2 Clauses techniques particulières

Devis ou devis technique.

8.3 Démobilisation

La démobilisation signifie, sans s'y limiter, le retrait du chantier du personnel, des matériaux non consommés lors de l'exécution des travaux, du matériel ainsi que la remise dans leur état original ou dans un état acceptable des sites et des aires de travail en les nettoyant et, au besoin, en les nivelant ou en effectuant toute autre opération qu'Hydro-Québec exige.

Ces travaux incluent notamment :

- le retrait des bâtiments temporaires (roulotte, atelier, garage, dépôt d'explosifs, réservoir de carburants, cantine, toilettes, etc.);
- le retrait des services temporaires à l'aire d'entrepreneur (électricité, eaux usées, eau potable, air comprimé dans les ateliers, etc.);
- le retrait d'usines (usine à béton, usine à béton bitumineux, concasseur, balance, etc.);
- les travaux de terrassement de l'aire d'entrepreneur (si exigé aux clauses particulières);
- le retrait des clôtures, enseignes et autres.

8.4 Employé

Toute personne physique embauchée par l'entrepreneur et ses sous-traitants dans le cadre du présent contrat.

8.5 Hydro-Québec

Le responsable de l'administration du contrat désigné à la commande ou toute personne que ce dernier a déléguée.

8.6 Jour

Période de vingt-quatre (24) heures, considérée de minuit à minuit, qui correspond aux divisions d'un mois civil.

8.7 Jour ouvrable

Un jour ouvrable est un jour inclus à l'horaire normal de travail déterminé à l'article 2.2 « Conditions et horaire de travail au chantier » des présentes clauses particulières ».

8.8 Manutention

La manutention signifie, sans s'y limiter, la fourniture de toute la main-d'œuvre, des matériaux et du matériel nécessaires au chargement, au déchargement et au déplacement de toute chose relative au contrat, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du chantier, et ce, peu importe le nombre de fois.

8.9 Mobilisation

La mobilisation signifie, sans s'y limiter, la fourniture et le transport jusqu'aux lieux des travaux du personnel, du matériel, des matériaux, des services, des moyens de transport et des installations de manutention nécessaires à l'exécution des travaux.

Ces travaux incluent notamment :

- l'installation des bâtiments temporaires (roulotte, atelier, garage, dépôt d'explosifs, réservoir de carburants, cantine, toilettes, etc.);
- l'installation des services temporaires à l'aire d'entrepreneur (électricité, eaux usées, eau potable, air comprimé dans les ateliers, etc.);
- l'installation d'usines (usine à béton, usine à béton bitumineux, concasseur, balance, etc.);
- les travaux de terrassement de l'aire d'entrepreneur (si exigé aux clauses particulières);
- l'installation des clôtures, enseignes et autres;
- le matériel lourd (pelle, chargeur, compacteur, boueur, etc.);
- le matériel de levage et de services (grue, camion plate-forme, plate-forme élévatrice, camionnettes, etc.).

8.10 Semaine

Période de sept (7) jours consécutif, sans considération du jour de départ.

8.11 Usine

Lieu de fabrication de l'entrepreneur et de ses sous-traitants.